



ERRATUM

**Commission paritaire pour la gestion d'im-
meubles, les agents immobiliers et les travail-
leurs domestiques**

**CCT n° 165175/CO/323
du 11/03/2021**

Correction du texte français :

- Au point 2 du règlement de pension, définition du terme « L'affilié », les points « 3. » et « 4. » doivent devenir « 1. » et « 2. ».
- Au point 2 du règlement de pension, définition du terme « LPC », « **nommée ci-après LPC** » doit être supprimé.
- Au point 4.3. du règlement de pension, « paiement à la suite du départ à la retraite » doit être remplacé par « **de départ à la retraite** ».
- La dernière puce de ce même point doit être corrigée comme suit : « quand des prestations sont dues conformément à l'article 27, § 1er, 6e **alinéa**, ou **aux** articles 63/2 **et** 63/3 LPC ».
- Au point 5.3. « ministre régional ou fédéral de l'emploi » doit être corrigé comme suit : « ministre régional **et** fédéral de l'emploi ».
- Dans le règlement de pension, les points « Modification du présent règlement » et « Litiges et droit applicable » doivent être numérotés « **18.** » et « **19.** ».

ERRATUM

**Paritair Comité voor het beheer van gebou-
wen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden**

**CAO nr. 165175/CO/323
van 11/03/2021**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- In punt 2 van het pensioenreglement, definitie van « L'affilié », moeten de punten « 3. » en « 4. » « 1. » et « 2. » hernummerd worden.
- In punt 2 van het pensioenreglement, definitie van « LPC », moet « **nommée ci-après LPC** » geschrapt worden.
- In punt 4.3. van het pensioenreglement moet « paiement à la suite du départ à la retraite » vervangen worden door « **de départ à la retraite** ».
- Laatste opsommingsteken van dit punt moet als volgt verbeterd worden : « quand des prestations sont dues conformément à l'article 27, § 1er, 6e **alinéa**, ou **aux** articles 63/2 **et** 63/3 LPC ».
- In punt 5.3. moet « ministre régional ou fédéral de l'emploi » als volgt verbeterd worden : « ministre régional **et** fédéral de l'emploi ».
- In het pensioenreglement moeten de punten « Modification du présent règlement » en « Litiges et droit applicable » « **18.** » en « **19.** » hernummerd worden.

- Au nouveau point 18., le 2nd alinéa doit être corrigé comme suit : « En cas d'arrêt ou de transfert des réserves à un autre organisme de pension, l'organisme de pension rendra les comptes de pension non contributifs sur la base des cotisations effectivement reçues au moment de l'arrêt **ou** du transfert. »
- Au point 2 du règlement de solidarité, définition de « La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension », le 3ème alinéa doit être corrigé comme suit : « À partir du 1er avril 2014, cette convention collective de travail est ~~annulée~~ et remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. »
- Au point 2 du règlement de solidarité, définition de « La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension », le 5ème alinéa doit être corrigé comme suit : « Pour la période à partir du 1er octobre 2020, la convention collective du 29 septembre 2020 est substituée par la convention collective du ~~28 janvier 2021~~ **11 mars 2021** concernant le plan sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise ressortissant à la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. »
- A ce même point 2, point « congé d'adoption », point « congé de naissance », point « congé parental d'accueil » et point « congé de paternité », « conventions de travail » doit être remplacé par « **contrats** de travail ».
- Au point 4.2. du règlement de solidarité, le 1er alinéa doit être corrigé comme suit : « Au cas où l'Office national de sécurité sociale ne pourrait percevoir les moyens suffisants pour financer la constitution de pension prévue dans le règlement **de pension**, les allocations de pension manquantes seront versées sur le compte de pension individuel et les découverts seront pris en charge par le fonds de solidarité dans le respect de la législation en vigueur, jusqu'à un mois après la faillite. »
- In de nieuwe punt 18., moet 2de lid als volgt verbeterd worden : « En cas d'arrêt ou de transfert des réserves à un autre organisme de pension, l'organisme de pension rendra les comptes de pension non contributifs sur la base des cotisations effectivement reçues au moment de l'arrêt **ou** du transfert. »
- In punt 2 van het solidariteitsreglement, definitie van « La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension », moet ~~het~~ 3de lid als volgt verbeterd worden : « À partir du 1er avril 2014, cette convention collective de travail est ~~annulée~~ et remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. »
- In punt 2 van het solidariteitsreglement, definitie van « La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension », moet ~~het~~ 5de lid als volgt verbeterd worden : « Pour la période à partir du 1er octobre 2020, la convention collective du 29 septembre 2020 est substituée par la convention collective du ~~28 janvier 2021~~ **11 mars 2021** concernant le plan sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise ressortissant à la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. »
- In ~~het~~ zelfde punt 2, punten « congé d'adoption », « congé de naissance », « congé parental d'accueil » en « congé de paternité », moet « conventions de travail » vervangen worden door « **contrats** de travail ».
- In punt 4.2. van het solidariteitsreglement, moet 1ste lid als volgt verbeterd worden : « Au cas où l'Office national de sécurité sociale ne pourrait percevoir les moyens suffisants pour financer la constitution de pension prévue dans le règlement **de pension**, les allocations de pension manquantes seront versées sur le compte de pension individuel et les découverts seront pris en charge par le fonds de solidarité dans le respect de la législation en vigueur, jusqu'à un mois après la faillite. »

- Au point 4.3. du règlement de solidarité « **de travail** » doit être ajouté à la fin du 3ème alinéa après « incapacité ».
- Les deux premiers alinéas du point 9 du règlement de solidarité doivent être corrigés comme suit : « Au cas où le régime de pension sectoriel ~~prenait~~ **prendrait** fin, les réserves du volet de solidarité ~~seraient~~ **seront** réparties entre les affiliés, au prorata de leurs réserves acquises dans le régime de pension et versées comme prime unique (?) sur le compte de pension individuel, après déduction des provisions pour les prestations de solidarité en cours et des coûts à prévoir pour la résiliation du régime de solidarité. Au cas où le régime de solidarité ~~n'était~~ **ne serait** plus d'application pour un organisateur ou ~~une entreprise~~ **un employeur**, celui-ci ~~ou elle-ei ne pourrait~~ **pourra** en aucun cas faire valoir des droits à une partie des avoirs sur les comptes du fonds de solidarité. »

Correction du texte néerlandais :

- Au point 11 du règlement de solidarité, point « Verwerkingsdoeleinden », le 3ème alinéa doit être corrigé comme suit : « De inrichter en de solidariteitsinstelling verwerken de persoonsgegevens van de aangeslotenen en hun begunstigen ("de betrokkenen") met het oog op de uitvoering van dit **solidariteits**reglement, met uitsluiting van elk commercieel oogmerk, en dit op basis van een wettelijke verplichting (WAP). ».

Décision du

- In punt 4.3. van het solidariteitsreglement moet « **de travail** » ingevoegd worden op het einde van 3de lid na « incapacité ».
- Eerste twee leden van punt 9 van het solidariteitsreglement moeten als volgt verbeterd worden : « Au cas où le régime de pension sectoriel ~~prenait~~ **prendrait** fin, les réserves du volet de solidarité ~~seraient~~ **seront** réparties entre les affiliés, au prorata de leurs réserves acquises dans le régime de pension et versées comme prime unique (?) sur le compte de pension individuel, après déduction des provisions pour les prestations de solidarité en cours et des coûts à prévoir pour la résiliation du régime de solidarité. Au cas où le régime de solidarité ~~n'était~~ **ne serait** plus d'application pour un organisateur ou ~~une entreprise~~ **un employeur**, celui-ci ~~ou elle-ei ne pourrait~~ **pourra** en aucun cas faire valoir des droits à une partie des avoirs sur les comptes du fonds de solidarité. »

Verbetering in de Nederlandstalige tekst :

- In punt 11 van het solidariteitsreglement, punt « Verwerkingsdoeleinden », moet ~~het~~ 3de lid als volgt verbeterd worden : « De inrichter en de solidariteitsinstelling verwerken de persoonsgegevens van de aangeslotenen en hun begunstigen ("de betrokkenen") met het oog op de uitvoering van dit **solidariteits**reglement, met uitsluiting van elk commercieel oogmerk, en dit op basis van een wettelijke verplichting (WAP). ».

Beslissing van

01-07-2021

Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden

Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sectoraal pensioen- en solidariteitsstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Convention collective de travail du 11 mars 2021 concernant le régime sectoriel de pension et de solidarité pour les travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Hoofdstuk I – Toepassingsgebied

Chapitre I – Champ d'application

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 162418/CO/323 van 29 september 2020, betreffende het sectoraal pensioen- en solidariteitsstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Art. 1er. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail n° 162418/CO/323 du 29 septembre 2020, concernant le régime sectoriel de pension et de solidarité pour les travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen welke tot de bevoegdheid behoren van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden. Onder "werknemers" wordt verstaan, de mannelijke en vrouwelijke bedienden, arbeiders en dienstboden aangegeven in de DMFA in de RSZ categorieën 037, 112 en 113.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques. On entend par « travailleurs », les employés, les ouvriers et les domestiques, masculins et féminins déclarés au moyen de la DmfA dans les catégories ONSS 037, 112 et 113.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is evenwel niet van toepassing op :

- a) de werknemers tewerkgesteld met een overeenkomst van studentenarbeid, aangegeven in de DMFA met werknemerscode 840 en 841;
- b) de werknemers aangegeven in de DMFA in de RSZ categorieën 037, 112 en 113 met werknemerscode 035 en 439.
- c) de buiten België gevestigde werkgevers waarvan de werknemers in België gedetacheerd worden in de zin van de bepalingen van titel II van de EEG-verordening nr. 1408/71 van de Raad;

Art. 2. Cette convention collective de travail ne s'applique toutefois pas :

- a) aux travailleurs occupés sous un contrat de travail d'étudiant et déclarés via le DmfA sous les codes travailleurs 840 et 841 ;
- b) aux travailleurs déclarés via la DmfA aux catégories ONSS 037, 112 et 113 sous les codes travailleurs 035 et 439 ;
- c) aux employeurs établis hors de la Belgique et dont les travailleurs sont détachés en Belgique dans le sens des dispositions du titre II du règlement CEE n° 1408/71 du Conseil.

Art. 3. De voordelen, omschreven in deze collectieve arbeidsovereenkomst vallen onder toepassing van artikel 12 van de Wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid.

Art. 3. Les avantages définis dans la présente convention collective de travail tombent sous l'application de l'article 12 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire.

Art. 4. De partijen vragen de algemeen verbindend verklaring van deze collectieve arbeidsovereenkomst aan.

Hoofdstuk II – Definities

Art. 5. De begrippen die in deze collectieve arbeidsovereenkomst en haar bijlagen zijn opgenomen moeten worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in de Wet op de aanvullende pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP genoemd en haar uitvoeringsbesluiten.

Hoofdstuk III – Voorwerp

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst regelt de omvorming van het sociaal sectoraal pensioenstelsel naar een sectoraal pensioenstelsel met behoud van de solidariteitstoezegging.

Het sociale karakter van het sectoraal pensioenstelsel wordt opgeheven. Overeenkomstig artikel 10, §1, 3° WAP wordt deze beslissing tot opheffing van het sociale karakter genomen met 80% van de stemmen van de in het paritair orgaan benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80% van de stemmen van de, in het paritair orgaan benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen.

Bijgevolg voldoet het sectoraal pensioenstelsel niet langer aan de voorwaarden voor een sociaal sectoraal pensioenstelsel zoals bepaald in artikel 10, §1 van de WAP.

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst voorziet een sectoraal pensioenplan dat twee luiken omvat :

- a) de pensioentoezegging
- b) de solidariteitstoezegging

Art. 8. De mogelijkheid zoals voorzien in de WAP waardoor werkgevers de mogelijkheid zouden hebben om de uitvoering van het pensioenstelsel zelf te organiseren in een pensioenstelsel op het niveau van de onderneming («opting out») wordt niet weerhouden.

Hoofdstuk IV – Aanduiding van de inrichter

Art. 9. Het Fonds tweede pijler PC323, opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 25 oktober 2011,

Art. 4. Les parties demandent la force obligatoire de cette convention collective de travail.

Chapitre II – Définitions

Art. 5. Les notions reprises dans cette convention collective de travail et ses annexes doivent être interprétées dans le sens défini par la Loi relative aux pensions complémentaires du 28 avril 2003, nommée ci-après LPC, et ses arrêtés d'exécution.

Chapitre III – Objet

Art. 6. Cette convention collective de travail règle la transformation du régime social sectoriel de pension en régime sectoriel en conservant l'engagement de solidarité.

Le caractère social du régime sectoriel de pension est abrogé. Conformément à l'article 10, §1, 3° LPC la décision d'abrogation du caractère social est prise avec 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans l'organe paritaire qui représentent les employeurs et 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans l'organe paritaire, qui représentent les travailleurs.

Par conséquent, le régime sectoriel ne correspond plus aux conditions d'un régime social sectoriel tel que prévu dans l'article 10, §1 de la LPC.

Art. 7. Cette convention collective de travail prévoit un régime sectoriel de pension comportant deux volets :

- a) l'engagement de pension
- b) l'engagement de solidarité

Art. 8. La possibilité prévue dans la LPC par laquelle les employeurs auraient la possibilité d'organiser eux-mêmes le régime de pension par le biais d'un régime de pension organisé au niveau de l'entreprise (« opting out ») n'a pas été retenue.

Chapitre IV – Désignation de l'organisateur

Art. 9. Le Fonds deuxième pilier CP 323, institué par la convention collective de travail du 17 février 2011, modifiée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011, du

van 25 juni 2014 en van 29 september 2020 tot oprichting van het Fonds Tweede Pijler PC 323, wordt aangeduid als inrichter. Dit fonds, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Birminghamstraat 225 is een fonds voor bestaanszekerheid. Dit fonds zal hierna de inrichter genoemd worden.

Hoofdstuk V – Pensioentoezegging

Art. 10. De regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de pensioentoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de pensioeninstelling, de aangeslotenen en hun begunstigden zijn vastgelegd in het pensioenreglement, dat als bijlage 1 aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.

Art. 11. Het beheer van de pensioentoezegging omvat de volgende deelaspecten: administratief, financieel, boekhoudkundig en actuariel beheer.

Dit beheer wordt vanaf 1 oktober 2020 door de inrichter toevertrouwd aan AG Insurance NV, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Emile Jacqmainlaan 53, Belgische verzekeringsonderneming toegelaten onder code 0079, onder toezicht van de Nationale Bank van België, hierna de pensioeninstelling genoemd.

Art. 12. Binnen de juridische structuur van de pensioeninstelling kan de inrichter ervoor opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

Hoofdstuk VI – Solidariteitstoezegging

Art. 13. De regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de solidariteitstoezegging, alsook de rechten en plichten van de inrichter, de solidariteitsinstelling, de aangeslotenen en hun begunstigden zijn vastgelegd in het solidariteitsreglement, dat als bijlage 2 aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is gevoegd.

Art. 14. Het beheer van de solidariteitstoezegging omvat de volgende deelaspecten: administratief, financieel, boekhoudkundig en actuariel beheer. Dit beheer wordt door de inrichter toevertrouwd aan het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de vastgoedsector, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 1005, een fonds voor bestaanszekerheid, hierna de solidariteitsinstelling genoemd.

Art. 15. Binnen de juridische structuur van de solidariteitsinstelling kan de inrichter ervoor

25 juin 2014 et du 29 septembre 2020 instituant le Fonds deuxième pilier CP 323 est désigné comme organisateur. Ce fonds, qui a son siège social à 1070 Anderlecht, rue de Birmingham 225, est un fonds de sécurité d'existence. Ce fonds sera appelé ci-après l'organisateur.

Chapitre V – Engagement de pension

Art. 10. Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de pension, ainsi que les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension, des affiliés et de leurs bénéficiaires sont fixés dans le règlement de pension qui est joint en annexe 1 à la présente convention collective de travail.

Art. 11. La gestion de l'engagement de pension comporte les aspects suivants : gestion administrative, financière, comptable et actuarielle.

A partir du 1^{er} octobre 2020, cette gestion est confiée par l'organisateur à AG Insurance SA, avec son siège social à 1000 Bruxelles, Boulevard Emile Jacqmain 53, entreprise d'assurances belge agréée sous le code 0079, sous le contrôle de la Banque nationale de Belgique, appelée ci-après l'organisme de pension.

Art. 12. Dans le cadre de la structure juridique de l'organisme de pension, l'organisateur peut opter pour la délégation à des tiers d'un ou plusieurs aspects de la gestion.

Chapitre VI – Engagement de solidarité.

Art. 13. Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de solidarité, ainsi que les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de solidarité, des affiliés et de leurs bénéficiaires sont fixées dans le règlement de solidarité qui est joint en annexe 2 à la présente convention collective de travail.

Art. 14. La gestion de l'engagement de solidarité comporte les aspects suivants : gestion administrative, financière, comptable et actuarielle. Cette gestion est confiée par l'organisateur au Fonds social et de garantie du secteur immobilier, qui a son siège social à 9000 Gand, Kortrijksesteenweg 1005, un fonds de sécurité d'existence, appelé ci-après organisme de solidarité.

Art. 15. Dans le cadre de la structure juridique de l'institution de solidarité, l'organisateur peut opter

opteren om één of meerdere deelaspecten van het beheer aan derden uit te besteden.

pour la délégation à des tiers d'un ou plusieurs aspects de la gestion.

Hoofdstuk VII – Financiering van het sectoraal pensioenplan

Chapitre VII – Financement du plan sectoriel de pension

Art. 16. De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sectoraal pensioenplan zijn vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 16. Les règles et modalités relatives au financement du plan sectoriel de pension sont fixées dans une convention collective du travail.

Voor de periode van 1 april 2010 tot 31 december 2011 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2010 betreffende de vaststelling van de forfaitaire bijdrage van het sectorale pensioenplan.

Pour la période du 1^{er} avril 2010 jusqu'au 31 décembre 2011, elles sont déterminées par la convention collective de travail du 25 février 2010 concernant la fixation de la cotisation forfaitaire pour le financement du plan de pension sectoriel.

Voor de periode van 1 januari 2012 tot 30 maart 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

Pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 mars 2014, elles sont déterminées par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation pour le financement du plan de pension sectoriel.

Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2013 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

Pour la période à partir du 1^{er} avril 2014, elles sont déterminées par la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation pour le financement du plan de pension sectoriel.

Hoofdstuk VIII – Inwerkingtreding van het sectoraal pensioenplan

Chapitre VIII – Entrée en vigueur du plan sectoriel de pension.

Art. 17. Het sociaal sectoraal pensioenstelsel is in werking getreden op 1 april 2010.

Art. 17. Le régime social sectoriel de pension est entré en vigueur le 1^{er} avril 2010.

Vanaf 1 oktober 2020 werd het sociaal sectoraal pensioenstelsel omgevormd naar een sectoraal pensioenstelsel met een solidariteitsluik.

À partir du 1^{er} octobre 2020, le régime social sectoriel de pension a été transformé en régime sectoriel de pension avec un volet de solidarité.

Hoofdstuk IX – Inwerkingtreding, duur en opzeggingsprocedure van deze collectieve arbeidsovereenkomst

Chapitre IX – Entrée en vigueur, durée de validité et procédure de dénonciation de cette convention collective de travail

Art. 18. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2020 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Art. 18. Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} octobre 2020 et est conclue pour une durée indéterminée.

Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 162418/CO/323 van 29 september 2020 afgesloten binnen het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden, ter invoering van een sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Elle remplace la convention collective n° 162418/CO/323 de 29 septembre 2020 conclue au sein de la Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques, instaurant un plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par un employeur relevant de la compétence de la Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Art. 19. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden mits naleving van een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Art. 20. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

Hoofdstuk X – Bijlagen

Art. 21. De volgende bijlagen maken integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst :

- a) bijlage 1: pensioenreglement
- b) bijlage 2: solidariteitsreglement

Art. 19. Cette convention collective de travail peut être dénoncée moyennant le respect d'un délai de préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Art. 20. Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs, d'une part, et au nom des organisations d'employeurs, d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Chapitre X – Annexes

Art. 21. Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention collective de travail :

- a) annexe 1 : règlement de pension
- b) annexe 2 : règlement de solidarité

BIJLAGE 1 – PENSIOENREGLEMENT

REGLEMENT VAN AANVULLEND PENSIOEN VOOR DE WERKNEMERS TEWERKGESTELD IN DE ONDERNEMINGEN DIE BEHOREN TOT DE BEVOEGDHEID VAN HET PARITAIR COMITÉ 323 VOOR HET BEHEER VAN GEBOUWEN, DE VASTGOEDMAKELAARS EN DE DIENSTBODEN

1 Voorwerp

De pensioentoezegging heeft tot doel om een kapitaal samen te stellen dat aan de aangeslotene uitgekeerd wordt, of aan zijn rechthebbende(n) in geval de aangeslotene overlijdt voor de voorziene einddatum. Het kapitaal kan op vraag van de begunstigde(n) omgezet worden in een lijfrente.

Dit pensioenreglement bepaalt, samen met de algemene voorwaarden, de rechten en verplichtingen van de inrichter, de pensioeninstelling, de ondernemingen, de aangeslotenen en hun rechthebbenden, en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

Dit pensioenreglement is een onderdeel van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sectoraal pensioenstelsel.

2 Begripsomschrijving

In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben:

Inrichter

Het fonds voor bestaanszekerheid Fonds 2^{de} Pijler PC323 met zetel te 1070 Anderlecht, Birminghamstraat 225.

Collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel invoert

De collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die behoren tot de bevoegdheid van het paritair comité 323 voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Van 1 januari 2012 tot 31 maart 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Vanaf 1 maart 2020 tot en met 30 september 2020 wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 januari 2021 betreffende het sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Voor de periode vanaf 1 oktober 2020 wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 september 2020 vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de

bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Onderneming

De onderneming die valt binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2021 betreffende het sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het paritair comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Aangeslotene

1. De werknemer waarvoor de inrichter een pensioenstelsel heeft ingevoerd, en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het pensioenreglement voldoet (de "actieve aangeslotene" genoemd);
2. Het gewezen personeelslid dat nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet overeenkomstig het pensioenreglement (de "slaper" genoemd).

Pensioeninstelling

AG Insurance NV, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Emile Jacqmainlaan 53, RPR Brussel, BE 0404.494.849, Belgische verzekeringsonderneming toegelaten onder code 0079, onder toezicht van de Nationale Bank van België , hierna de pensioeninstelling genoemd.

Einddatum

De einddatum is de datum waarop het bedrag dat op de pensioenrekening opgebouwd werd opeisbaar is en kan omgezet worden in een rente. De einddatum is vastgesteld op de eerste dag van de maand volgend op de pensioenleeftijd van de aangeslotene.

Pensioenleeftijd

65 jaar.

Pensioenstelsel

De collectieve pensioentoezegging beschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst die het sectoraal pensioenstelsel invoert.

Pensioentoezegging

De toezegging van de inrichter om een aanvullend pensioen ten voordele van de aangeslotene en/of zijn begunstigde samen te stellen.

Verworven reserve

Met "verworven reserve" wordt de reserve waarop de aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig dit pensioenreglement bedoeld.

Gezien deze pensioentoezegging een integrerend onderdeel uitmaakt van het sectoraal pensioenstelsel, dienen in het pensioenreglement gehanteerde termen die niet zouden opgenomen zijn in de hiervoor vermelde begrippenlijst te worden opgevat in hun betekenis in het licht van de Wet betreffende de aanvullende pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP genoemd.

WAP

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

3 Aansluiting

De aansluiting is verplicht voor alle werknemers die zijn tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst bij een onderneming waarop de collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van het aanvullend sectoraal pensioenstelsel van toepassing is.

Worden evenwel uitgesloten:

- Werknemers met een arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid, zoals geregeld door hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;
- Werknemers met een arbeidsovereenkomst die gesloten werd in het kader van een speciaal door of met steun van de overheid gevoerd opleidings-, arbeidsinpassings- en omscholingsprogramma.
- Werknemers met vakantie-, studenten- en IBO-contracten (individuele beroepsopleiding);
- Werknemers die al een wettelijk pensioen genieten op het ogenblik dat ze aangesloten zouden moeten worden.

De aansluiting heeft plaats op de datum waarop de werknemer aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet en ten vroegste op 1 april 2010.

4 De pensioentoeelage en hoe ze aangewend wordt

4.1 Het bedrag van de pensioentoeelage

De uitkeringen bij pensionering en in geval van vroegtijdig overlijden voor de einddatum, worden gefinancierd door trimestriële pensioentoeelagen die door de onderneming ten gunste van de aangeslotene gestort worden aan de pensioeninstelling. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) wordt belast met de inning van deze pensioentoeelagen.

De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het aanvullend pensioenplan worden vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst.

Van 1 april 2010 tot 31 december 2011 is dit de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2010. Bij de toekenning van de bijdragen op de individuele pensioenrekening wordt evenwel geen rekening gehouden met de hierna vermelde DMFA "gelijkgestelde" prestatiecodes: 004, 012, 020, 024, 030, 073 en de codes aangegeven met de "indicatieve codes".

Voor de periode van 1 januari 2012 tot 31 maart 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2013 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

4.2 De aanwending van de pensioentoeelage

De pensioentoeelage wordt voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort "voor een verzekering van een uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserve in het geval van overlijden" (UKMTR).

De oprenting gebeurt:

- Vanaf de 1^{ste} dag van het 2^{de} trimester volgend op het einde van het trimester waarop de pensioentoeelagen betrekking hebben;
- Tot op de eerste dag van de maand waarop de uitbetaling van het aanvullend pensioen moet gebeuren;
- Of tot op de eerste dag van de maand waarin de aangeslotene overlijdt.

Voor wat betreft de pensioentoeelagen dewelke betrekking hebben op het jaar 2010 gebeurt de oprenting vanaf de 1^{ste} dag volgend op de storting van de pensioentoeelagen in het financieringsfonds.

4.3 Het rendement

De pensioenrekening ontvangt een door de pensioeninstelling gewaarborgd rendement.

Bij:

- uittrekking van de aangeslotene; of
- pensionering; of
- het stopzetten van het pensioenstelsel; of
- wanneer prestaties verschuldigd zijn overeenkomstig artikel 27, §1, zesde lid of de artikelen 63/2 en 63/3 WAP,

worden indien nodig de reserves aangevuld om het rendement dat vereist is in uitvoering van artikel 24 WAP te bereiken. Het ontbrekende deel wordt geput uit het financieringsfonds.

4.4 Winstdeelname

De pensioeninstelling kan overgaan tot het toekennen van een winstdeelname. Deze winstdeelname zal op de individuele pensioenrekening gestort worden voor wat betreft de reserve die op de individuele rekening aanwezig is, en in het financieringsfonds voor wat betreft de daar aanwezige reserve.

5 Uitkering op de einddatum

5.1 De einddatum

De einddatum waarop het bedrag dat op de pensioenrekening opgebouwd werd opeisbaar is en kan omgezet worden in een rente, is vastgesteld op de eerste dag van de maand volgend op de pensioenleeftijd van de aangeslotene.

5.2 Blijven werken na de einddatum (verdaging van de einddatum)

Indien de actieve aangeslotene in dienst is van een onderneming na de einddatum, blijft de pensioentoeelage verschuldigd zo lang hij in dienst blijft, en er wordt een nieuwe einddatum vastgesteld door de eerdere einddatum telkens met 1 jaar te verlengen.

De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen:

- Wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt;
- Of wanneer zijn arbeidsovereenkomst met de onderneming beëindigd wordt;
- Of wanneer de aangeslotene hierom verzoekt.

Voor de aangeslotene die uitgetreden is voor de einddatum en zijn verworven reserve bij de pensioeninstelling gelaten heeft (de slaper), gebeurt de uitkering steeds op de einddatum, onafhankelijk van het feit of hij al dan niet blijven werken is na die datum.

5.3 Vervroegde uitkering

De vervroegde uitkering is de uitkering van de pensioenrechten aan de aangeslotene voor de einddatum. De aangeslotene kan de vervroegde uitkering van de pensioenrechten ten vroegste vanaf de leeftijd van 60 jaar bekomen:

- Op de ingangsdatum van zijn wettelijk pensioen. In dit geval is de vervroegde uitkering verplicht.
- Of bij zijn brugpensioen (stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage) in het kader van een herstructureringsplan opgemaakt en gecommuniceerd aan de regionale en federale minister van werk voor 1 oktober 2015, conform artikel 63/3 van de WAP

De vervroegde uitkering brengt het verval van het recht op een uitkering bij overlijden vóór de einddatum mee.

6 Uitkering in geval van overlijden voor de einddatum

Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft de begunstigde recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

7 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves

De reserves opgebouwd voor 1/1/2019 op de individuele rekeningen, zijn verworven door de aangeslotene indien gedurende minstens vier, niet noodzakelijk opeenvolgende, trimesters bijdragen betaald werden aan het sectoraal pensioenstelsel. Voor de aangeslotene in dienst van een werkgever onderworpen aan onderhavig pensioenreglement in de loop van het vierde kwartaal 2018, wordt deze voorwaarde tevens als vervuld beschouwd en de vóór 1/1/2019 opgebouwde reserves als verworven indien deze aangeslotene in de loop van het eerste kwartaal van 2019 nog steeds in dienst is van een werkgever onderworpen aan onderhavig pensioenreglement.

De reserves opgebouwd vanaf 1/1/2019 op de individuele rekeningen, zijn onmiddellijk verworven door de aangeslotene.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen heeft verkregen en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

De pensioenrekening kan niet in pand gegeven worden, en de begunstiging ervan kan niet overgedragen worden. Er kan geen voorschot op toegekend worden.

De bedragen van de niet verworven reserves worden in het financieringsfonds gestort. Deze bepaling houdt op uitwerking te hebben voor reserves opgebouwd vanaf 1/1/2019.

8 De aangeslotene verlaat de sector vóór de einddatum

De uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden:

- In geval van beëindiging van de arbeidsovereenkomst met een werkgever op wie dit pensioenreglement van toepassing is, anders dan door overlijden of pensionering. Wordt evenwel niet als een uittreding beschouwd, de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering, die wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst binnen de twee trimesters met een andere werkgever die onder het toepassingsgebied van onderhavig pensioenreglement valt;
- In geval van beëindiging van de aansluiting vanwege het feit dat de aangeslotene niet langer de aansluitingsvoorwaarden van het pensioenstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering;
- In geval van beëindiging van de aansluiting vanwege het feit dat de werkgever of, in geval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe werkgever niet langer valt onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel heeft ingevoerd.

Ingeval van uittreding heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden, voor zover hij verworven rechten heeft:

- a. Hetzij de verworven reserve zonder wijziging van de pensioenbelofte laten bij de pensioeninstelling en op de einddatum of bij overlijden een kapitaal ontvangen;
- b. Hetzij de verworven reserve overdragen naar de pensioeninstelling van:
 - o De nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidscontract sloot, indien hij aan de pensioentoezegging van die nieuwe werkgever aangesloten wordt;
 - o Ofwel de nieuwe rechtspersoon, bedoeld in artikel 3, §1, 5°, a) van de WAP waaronder de werkgever ressorteert met wie hij een arbeidsovereenkomst heeft gesloten, indien hij wordt aangesloten bij de pensioentoezegging van die rechtspersoon;
- c. Hetzij de verworven reserve overdragen naar een andere pensioeninstelling die de totaliteit van haar winsten proportioneel met de reserves verdeelt onder de aangeslotenen, en die de kosten beperkt als gevolg van de regels bepaald door het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers en aan bedrijfsleiders.

Indien de aangeslotene geen expliciete keuze maakt binnen de dertig dagen, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn reserves bij de pensioeninstelling zonder wijziging van de pensioenbelofte (punt a. hierboven).

Na het verstrijken van de termijn van dertig dagen kan de aangeslotene te allen tijde vragen om zijn reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling.

In afwijking van het voorgaande blijft het bedrag van de verworven reserves op de datum van uittrekking bij de pensioeninstelling, zonder wijziging van de pensioentoezegging, wanneer dit bedrag lager is dan of gelijk aan 150 euro.

Dit bedrag van 150 euro wordt geïndexeerd overeenkomstig artikel 32, §1, laatste lid WAP.

9 De manier van uitkeren

De begunstigde(n) kan (kunnen) evenwel vragen om het kapitaal dat aan hem(n) toekomt, om te vormen in een lijfrente. De hoogte van de lijfrente wordt bepaald op basis van de op het moment van de omzetting door de pensioeninstelling gehanteerde tarieven. Een keuze voor een vereffening als lijfrente moet bij de aanvraag van de uitkering schriftelijk door de begunstigde meegedeeld worden.

Het kan volgens de keuze van de begunstigde gaan om een lijfrente die enkel aan hem betaald wordt, of om een lijfrente die in geval van overlijden van de begunstigde voor 50% of 75% overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) of op de partner waarmee hij wettelijk samenwoont.

De renten worden in maandelijkse delen betaald op de laatste dag van elke maand, tot en met de laatste vervaldag die voorafgaat aan het overlijden van de begunstigde(n).

Wanneer de lijfrente bij aanvang lager is dan 500 EUR per jaar, wordt het pensioenkapitaal uitgekeerd en heeft de begunstigde geen optie tot omzetting in lijfrente. Wanneer het jaarbedrag van de rente gelegen is tussen 500 en 800,01 EUR, dan wordt ze niet maandelijks betaald, maar in vier gelijke delen op het einde van ieder trimester. De in deze paragraaf vermelde drempels worden geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist geïndexeerd worden.

Alle bedragen, voordelen en uitkeringen die voortvloeien uit onderhavig pensioenreglement vormen brutobedragen, waarop alle bij wet verschuldigde inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen in mindering gebracht moeten worden. Al deze inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen zijn ten laste van de aangeslotene(n) of de begunstigde(n).

10 Begunstigden

10.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum

Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

Alle rechtsvorderingen tussen een werknemer en/of een aangeslotene, enerzijds, en een inrichter en/of een pensioeninstelling, anderzijds, die voortvloeien uit of verband houden met een aanvullend pensioen of het beheer ervan, verjaren door verloop van vijf jaar vanaf de dag volgend op die waarop de benadeelde werknemer of aangeslotene kennis heeft gekregen of redelijkerwijze kennis had moeten krijgen, hetzij van het voorval dat het vorderingsrecht doet ontstaan, hetzij van de schade en van de identiteit van de daarvoor aansprakelijke persoon. In dit geval wordt het kapitaal gestort in het

financieringsfonds.

10.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden

Indien de aangeslotene overlijdt vóór de einddatum, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de begunstigde(n) op basis van de volgende voorrangsorte:

- De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene voor zo ver die niet gerechtelijk van tafel en bed of feitelijk gescheiden is, of die zich niet in aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding bevindt. De echtgenoten worden geacht feitelijk gescheiden te zijn wanneer uit de bevolkingsregisters blijkt dat zij een verschillende woonplaats hebben;
- Bij ontstentenis, de persoon die wettelijk samenwoont met de aangeslotene in de zin van artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, en die geen bloedverwant is van de aangeslotene;
- Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene, waarvan de afstamming vaststaat en zijn adoptieve kinderen, of bij plaatsvervulling, hun nakomelingen;
- Bij ontstentenis de ouders van de aangeslotenen. Bij overlijden van één van hen komt het kapitaal toe aan de langstlevende;
- Bij ontstentenis de door de aangeslotene per aangetekend schrijven aangeduide perso(o)n(en), waarbij de laatst verstuurd aangetekende brief rechtsgeldig is;
- Bij ontstentenis het financieringsfonds, met uitsluiting van de Staat.

Indien er meerdere begunstigden zijn, wordt het voorziene kapitaal in gelijke delen onder hen verdeeld.

In geval de aangeslotene en de begunstigde overlijden zonder dat de volgorde van overlijden kan bepaald worden, wordt het kapitaal overlijden uitgekeerd aan de plaatsvervanger(s) van de begunstigde(n).

Met respect voor de wettelijke bepalingen en zonder dat de inrichter of de pensioeninstelling aansprakelijk kan worden gesteld voor een eventuele betwisting kan de aangeslotene schriftelijk per aangetekende brief aan de inrichter de bovengenoemde rangorde wijzigen of zelf een begunstigde aanduiden, waarbij de laatst bij de inrichter aangekomen betekende brief doorslaggevend zal zijn.

Indien het overlijden van de aangeslotene het gevolg is van een opzettelijke daad te wijten aan of aangezet door één van de begunstigde(n), wordt deze automatisch als begunstigde geschrapt.

Alle rechtsoverdrachten tussen een begunstigde, enerzijds, en een inrichter en/of een pensioeninstelling, anderzijds, die voortvloeien uit of verband houden met een aanvullend pensioen of het beheer ervan, verjaren door verloop van vijf jaar vanaf de dag volgend op die waarop de begunstigde kennis heeft gekregen of redelijkerwijze kennis had moeten krijgen, hetzij tegelijk van het bestaan van het aanvullend pensioen, van zijn hoedanigheid van begunstigde en van het voorval dat de prestaties opeisbaar moet worden, hetzij van de schade en van de identiteit van de daarvoor aansprakelijke persoon. In dit geval wordt het kapitaal gestort in het financieringsfonds.

11 Verplichtingen van de inrichter

De inrichter gaat tegenover alle ondernemingen en aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat nodig is voor de goede uitvoering van dit pensioenstelsel. Hij zal de bij de ondernemingen geïnde pensioentolagen zo spoedig mogelijk aan de pensioeninstelling overmaken. Bovendien zal hij alle voor het beheer van het pensioenstelsel benodigde gegevens overmaken.

De tekst van het pensioenreglement, de algemene voorwaarden en het beheersverslag worden door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

De inrichter zal alle afspraken uitvoeren, zoals zij zijn vastgelegd in een tussen de inrichter en de pensioeninstelling aanvaarde en ondertekende beheersovereenkomst.

De inrichter zal tevens alle andere door de WAP en andere regelgeving opgelegde verplichtingen naleven.

12 Verplichtingen van de aangeslotene en de begunstigde

De aangeslotene of de begunstigde(n) zal (zullen) alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn opdat de pensioeninstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren, op eenvoudige vraag overmaken. Zolang de aangeslotene deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, zullen de inrichter en de pensioeninstelling hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het aanvullend pensioen dat in dit reglement beschreven wordt niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlinterest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten. Indien de aangeslotene deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, dan zullen de inrichter en de solidariteitsinstelling ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het voordeel dat in dit reglement beschreven wordt.

De aangeslotene en de begunstigde blijven verantwoordelijk voor de inlichtingen die ze overmaken, en de inrichter en de pensioeninstelling kunnen niet aansprakelijk gesteld worden voor de gevolgen van laattijdige of foutieve informatie.

13 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentoeelagen

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) zal de verschuldigde pensioentoeelagen via de inrichter aan de pensioeninstelling overmaken.

De pensioeninstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van een betalingsachterstand, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

14 Fiscale bepalingen

De hiernavolgende bepalingen zijn louter indicatief. In geval van strijdigheid met de wet, gelden de wettelijke bepalingen.

14.1 Welke fiscale wetgeving is van toepassing?

Wanneer de aangeslotene en de begunstigde hun woon- en/of werkplaats in België hebben, en de onderneming gevestigd is in België, is de Belgische fiscale wetgeving van toepassing zowel op de pensioenbijdragen als op de uitkeringen. Is dit niet het geval, dan zouden fiscale en/of sociale lasten kunnen verschuldigd zijn op basis van een buitenlandse wetgeving, in uitvoering van de internationale verdragen die in dat verband gelden.

14.2 Belastingstatuut van de pensioentoeelage

Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van dit pensioenreglement, vormen de werkgeverstoelagen in principe aftrekbare beroepskosten in de vennootschapsbelasting, en geven geen aanleiding tot bijkomende heffing in de rechtspersonenbelasting, noch tot een dadelijk belastbaar voordeel voor de aangeslotene.

Het bedrag, uitgedrukt in jaarlijkse rente

- Van de voorziene uitkeringen naar aanleiding van pensionering in uitvoering van dit pensioenreglement,
- Van het wettelijk pensioen,
- Van andere aanvullende pensioenuitkeringen waarop de aangeslotene recht heeft, mag evenwel 80% van de laatste normale bruto bezoldiging niet overschrijden, rekening houdend met de normale duur van een beroepswerkzaamheid, en met een overdraagbaarheid van de rente ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) van 80%, en met een indexatie van de rente.

Indien een onderneming voor een aangeslotene nog andere aanvullende pensioenvoordelen zou voorzien dan diegene die voortkomen uit dit pensioenreglement, zal een gebeurlijke overschrijding van de fiscaal toegelaten grens aangerekend worden op de financiering van die andere pensioenvoordelen.

15 Informatie

15.1 Het pensioenreglement

De tekst van het pensioenreglement en de algemene voorwaarden wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

15.2 De pensioenfiche

De pensioeninstelling bezorgt elke actieve aangeslotene door middel van een pensioenfiche jaarlijks de in artikel 26, §1 WAP bepaalde informatie. De informatieverstrekking kan, met naleving van de in artikel 26 WAP voorziene voorwaarden, ook op elektronische wijze gebeuren.

15.3 Het beheersverslag

De pensioeninstelling stelt jaarlijks een verslag op over het beheer van de pensioentoezegging en over het beheer van het financieringsfonds.

De tekst van het beheersverslag wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

16 Financieringsfonds

Het financieringsfonds wordt beheerd door de pensioeninstelling en ontvangt hetzelfde globaal rendement (prorata temporis) dat aan de wiskundige reserves toegekend wordt.

Het fonds wordt gecrediteerd met:

- De pensioentoeelagen die door de RSZ via de inrichter aan de pensioeninstelling overgemaakt worden;
- De reserves waarop de aangeslotene geen aanspraak kan maken;
- De kapitalen overlijden waarvan het financieringsfonds de begunstigde is;
- De kapitalen bij leven en overlijden die het voorwerp uitmaken van verjaring na de wettelijke termijn van 5 jaar;
- De toegekende intrest en winstdeelname.

Het fonds wordt gedebiteerd voor:

- Driemaandelijke stortingen toegewezen aan de individuele polissen “uitgesteld kapitaal met terugbetaling van de reserve in het geval van overlijden;
- De aanvullingen die vereist zijn om het vereiste rendement waarvan sprake in artikel 24 WAP, te bereiken;
- Elk ander bedrag beslist door de inrichter, voor zover dit is toegewezen aan een verhoging van de voordelen van de aangeslotenen.

Binnen de wettelijke mogelijkheden beslist de inrichter over de bestemming van het financieringsfonds. Het fonds is bestemd voor de aangeslotenen en/of zijn begunstigten en zijn tegoeden mogen nooit, zelfs niet gedeeltelijk, teruggestort worden aan de inrichter.

Het financieringsfonds mag nooit een negatief saldo vertonen. Elke verrichting die het saldo van het fonds op een negatief bedrag zou brengen, wordt uitgesteld tot de financiële middelen van het fonds toelaten ze te realiseren. Als de pensioeninstelling de onmogelijkheid om een verrichting te realiseren vaststelt, informeert ze onmiddellijk de inrichter, die gepaste maatregelen dient te nemen.

17 Bescherming en verwerking van persoonsgegevens

De inrichter en de pensioeninstelling hechten een bijzonder belang aan de bescherming van persoonsgegevens en verwerken deze conform de toepasselijke reglementering, onder meer de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG of GDPR) en de privacy verklaringen van de inrichter en de pensioeninstelling.

Verwerkingsdoeleinden

De inrichter ontvangt de persoonsgegevens van de aangeslotenen en hun rechthebbenden van de Vereniging van Sectorale Instellingen (VSI).

De inrichter deelt met het oog op het beheren en uitvoeren van het pensioenreglement persoonsgegevens mee aan de pensioeninstelling.

De inrichter en de pensioeninstelling verwerken de persoonsgegevens van de aangeslotenen en hun begunstigten (“de betrokkenen”) met het oog op de uitvoering van dit reglement en dit op basis van een wettelijke verplichting (de Wet van 28 april 2003 betreffende de Aanvullende Pensioenen). In deze context hebben zij allen het statuut van verwerkingsverantwoordelijke.

Daarnaast kunnen de inrichter en de pensioeninstelling, als verwerkingsverantwoordelijken, de persoonsgegevens verwerken voor de volgende doeleinden:

- Het voldoen aan wettelijke en reglementaire verplichtingen zoals fiscale verplichtingen en dit op grond van een wettelijke bepaling;
- Het beheer van het personenbestand voor de uitkering van de prestaties;

- De opmaak van statistieken, de detectie en preventie van misbruiken en fraude, het samenstellen van bewijzen, de beveiliging van goederen, personen, informaticanetwerken en –systemen van de verwerkingsverantwoordelijke, de optimalisatie van de processen, en dit op grond van het gerechtvaardigd belang van de verwerkingsverantwoordelijke;
- De adviesverlening op grond van het gerechtvaardigd belang van de verwerkingsverantwoordelijke, tenzij de betrokkene zich hiertegen verzet.

Voor het vervullen van deze doeleinden kan de verwerkingsverantwoordelijke persoonsgegevens ontvangen van de betrokkene zelf of van derden. In voorkomend geval kunnen deze verwerkingsdoeleinden gebaseerd zijn op de toestemming van de betrokkene.

Categorieën van verwerkte persoonsgegevens en mogelijke ontvangers

Volgende categorieën van persoonsgegevens kunnen worden verwerkt: identificatie- en contactgegevens, financiële gegevens, persoonlijke kenmerken, beroep en betrekking, samenstelling van het gezin, gerechtelijke gegevens.

Deze gegevens kunnen worden meegedeeld aan een verwerker van de verwerkingsverantwoordelijken, aan een expert, een advocaat, een technisch adviseur, een verzekeraar.

Zij kunnen tevens worden meegedeeld aan om het even welke persoon of instantie in het kader van een wettelijke verplichting of een administratieve of rechterlijke beslissing of indien er een gerechtvaardigd belang bestaat.

Rechten van betrokkenen

De aangeslotenen en hun begunstigen kunnen een gedateerde en ondertekende aanvraag richten tot een verwerkingsverantwoordelijken voor de uitoefening van hun recht op toegang, rechtzetting, wissing, beperking en overdracht van persoonsgegevens. Dergelijke aanvraag voor het Fonds tweede pijler PC 323 dient gericht te worden aan de DPO, Porta Secura, bereikbaar via e-mail op michael.boeynaems@portasecura.com

Meer informatie betreffende de bescherming en verwerking van persoonsgegevens is beschikbaar in de Privacyverklaring/het privacy beleid van de verwerkingsverantwoordelijken beschikbaar op hun website.

18 Wijziging van dit reglement

Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in het bevoegde paritaire comité gesloten wordt.

In geval van stopzetting van het pensioenplan of overdracht van reserves naar een andere pensioeninstelling zal de pensioeninstelling de pensioenrekeningen premievrij maken op basis van de tot het moment van stopzetting of overdracht effectief ontvangen bijdragen.

De eventuele wijziging zal in geen geval een vermindering van de verworven prestaties of van de verworven reserves voor verlopen dienstjaren tot gevolg hebben.

Geen enkele vergoeding of verlies van winstdelingen zal ten laste worden gelegd van de aangeslotenen of van de op het ogenblik van de overdracht verworven reserve worden afgetrokken.

19 Geschillen en toepasselijk recht

Het Belgische recht is van toepassing op dit reglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

ANNEXE 1 – RÈGLEMENT DE PENSION

RÈGLEMENT DE PENSION COMPLÉMENTAIRE POUR LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS DANS DES ENTREPRISES RESSORTISSANT À LA COMMISSION PARITAIRE 323 POUR LA GESTION D'IMMEUBLES, LES AGENTS IMMOBILIERS ET LES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES

1 Objet

L'engagement de pension a pour objectif de constituer un capital qui sera versé à l'affilié ou à ses ayants droit si l'affilié décède avant l'échéance prévue. À la demande du/des bénéficiaire(s), le capital peut être converti en une rente viagère.

Le présent règlement de pension définit, avec les conditions générales, les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension, des entreprises, des affiliés et de leurs ayants droit. Il fixe en outre les conditions auxquelles ces droits peuvent être exercés.

Le présent règlement de pension fait partie de la convention collective de travail du 11 mars 2021 concernant le plan sectoriel pension.

2 Définition des notions

Un certain nombre de notions précises sont utilisées dans ce règlement. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

L'organisateur

Le fonds de sécurité d'existence Fonds 2e pilier CP 323, sis à 1070 Anderlecht, rue de Birmingham 225.

La convention collective de travail instaurant le régime de pension

La convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés par une entreprise ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2014 cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 instaurant un régime social sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans une entreprise ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Pour la période à partir du 1^{er} avril 2014, cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Pour la période à partir du 1^{er} mars 2020 jusqu'au 30 septembre 2020 la convention collective du 25 juin 2014 est substituée par la convention collective du 28 janvier 2021 concernant le plan sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise ressortissant à la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Pour la période à partir du 1^{er} octobre 2020, la convention collective du 29 septembre 2020 est substituée par la convention collective du 11 mars 2021 concernant le plan sectoriel de pension pour

les travailleurs occupés par une entreprise ressortissant à la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

L'entreprise

L'entreprise relevant du champ d'application de la convention collective de travail du 11 mars 2021 concernant le plan sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

L'affilié

- 1 3. Le travailleur pour lequel l'organisateur a instauré un régime de pension et qui remplit les conditions d'affiliation au règlement de pension (également appelé « affilié actif ») ;
- 2 4. L'ancien membre du personnel qui continue à bénéficier de droits actuels ou différés, conformément au règlement de pension (également appelé « dormant »).

L'organisme de pension

AG Insurance SA, ayant son siège social sis à 1000 Bruxelles, Bd. Emile Jacqmain 53, RPM Bruxelles, BE 0404.494.849, entreprise d'assurance belge agréée sous le code 0079, sous le contrôle de la Banque Nationale de Belgique, appelée ci-après l'organisme de pension.

L'échéance

L'échéance (aussi appelé date d'échéance) est la date à laquelle le montant constitué sur le compte de pension est exigible et peut être converti en une rente. L'échéance est fixée le premier jour du mois suivant l'âge de la retraite de l'affilié.

L'âge de la retraite

65 ans.

Le régime de pension

L'engagement de pension collectif tel que décrit dans la convention collective instaurant ce régime de pension sectoriel.

L'engagement de pension

L'engagement de l'organisateur de constituer une pension complémentaire pour les affiliés et/ou leur(s) ayant(s) droit.

La réserve acquise

Par « réserve acquise », on entend la réserve à laquelle l'affilié a droit à un moment donné, conformément au présent règlement de pension.

Étant donné que le présent engagement de pension fait partie intégrante du régime de pension sectoriel, les termes utilisés dans le règlement de pension qui ne figureraient pas dans la liste terminologique précitée devront être interprétés à la lumière de la Loi relative aux pensions complémentaires du 28 avril 2003, nommée ci-après LPC.

LPC

Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, nommée ci-après LPC.

3 Affiliation

L'affiliation est obligatoire pour tous les travailleurs liés par un contrat de travail à un employeur auquel s'applique la convention collective de travail instaurant ce régime de pension complémentaire sectoriel.

Sont toutefois exclus :

- les travailleurs liés par un contrat de travail intérimaire, comme prévu au chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;
- les travailleurs liés par un contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme spécifique de formation, d'insertion et de reconversion professionnelle organisé par ou avec le soutien des pouvoirs publics ;
- les travailleurs liés par des contrats de vacances, d'étudiant et les contrats FPI (formation professionnelle individuelle) ;
- les travailleurs qui bénéficient déjà d'une pension légale au moment où ils devraient être affiliés.

L'affiliation prend cours à la date à laquelle le travailleur remplit les conditions d'affiliation et au plus tôt le 1^{er} avril 2010.

4 Allocation de pension et mode de fonctionnement de l'allocation de pension

4.1 Le montant de l'allocation de pension

Les versements lors du départ à la retraite et en cas de décès prématuré avant l'échéance sont financés par des allocations de pension trimestrielles versées par l'entreprise, en faveur de l'affilié, à l'organisme de pension. L'Office national de sécurité sociale (ONSS) est chargé de percevoir ces allocations de pension.

Les règles et les modalités de financement du plan de pension complémentaire sont établies par convention collective de travail.

Du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2011 il s'agit de la convention collective de travail du 25 février 2010. Lors de la répartition des contributions sur le compte individuel de pension, il n'est pas pris en compte les codes DmfA de prestations « assimilées » suivants : 004, 012, 020, 024, 030, 073 et les codes déclarés par des « codes indicatifs ».

Pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation patronale pour le financement du plan de pension sectoriel.

À partir du 1^{er} avril 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation patronale pour le financement du plan de pension sectoriel.

4.2 Mode de fonctionnement de l'allocation de pension

L'allocation de pension est versée pour chaque affilié sur un compte individuel de pension pour une assurance du type « capital différé avec remboursement de la réserve en cas de décès » (CDRR).

La capitalisation s'effectue :

- à partir du 1^{er} jour du 2^e trimestre suivant le trimestre auquel les allocations de pension se rapportent ;
- jusqu'au premier jour du mois durant lequel le paiement de la pension complémentaire doit être effectué ;
- ou jusqu'au premier jour du mois du décès de l'affilié.

En ce qui concerne les allocations de pension qui se rapportent à l'année 2010, la capitalisation s'effectue à partir du 1^{er} jour suivant le paiement des allocations de pensions dans le fonds de financement.

4.3 Rendement

Le compte de pension perçoit un rendement garanti de l'organisme de pension.

En cas :

- de sortie de l'affilié ; ou
- de ~~paiement à la suite du~~ départ à la retraite ; ou
- de cessation du régime de pension ; ou
- quand des prestations sont dues conformément à l'article 27, § 1, 6^e ^{alinéa} paragraphe LPC, à ~~ou aux~~ l'article 63/2 ^{et} 63/3 LPC ;

le montant versé sera basé sur un rendement au moins égal à celui qui est exigé en exécution de l'article 24 de LPC. La partie manquante est payée par le fonds de financement.

4.4 Participation aux bénéfices

L'organisme de pension peut procéder à l'attribution d'une participation aux bénéfices. Cette participation aux bénéfices sera versée sur le compte individuel de pension pour ce qui concernera la réserve présente sur ce compte individuel et dans le fonds de financement pour ce qui concerne la réserve présente dans ce fonds.

5 Versement à l'échéance

5.1 L'échéance

L'échéance à laquelle le montant constitué sur le compte de pension est exigible et peut être converti en une rente est fixée le premier jour du mois suivant l'âge de la retraite de l'affilié.

5.2 Poursuite du travail après l'échéance (report de l'échéance)

Si l'affilié actif est en service au sein d'une entreprise après l'échéance, l'allocation de pension est due aussi longtemps qu'il reste en service et une nouvelle échéance est fixée en ajoutant chaque fois 1 an à la date d'échéance précédente.

L'affilié recevra la somme présente sur son compte de pension :

- lorsqu'il prendra sa pension légale ; ou
- au terme de son contrat de travail avec l'entreprise ; ou
- lorsque l'affilié le demande.

Pour l'affilié sorti avant l'échéance et qui a laissé sa réserve acquise auprès l'organisme de pension (« dormant »), le versement est toujours effectué à l'échéance, que l'affilié ait ou non continué à travailler après cette date.

5.3 Versement anticipé

Le versement anticipé est le versement des droits de pension à l'affilié avant l'échéance. L'affilié peut obtenir le versement anticipé de ses droits de pension au plus tôt à partir de l'âge de 60 ans :

- à la date à laquelle commence sa pension légale. Dans ce cas, le versement anticipé est obligatoire ;
- ou à la prépension (régime de chômage avec complément d'entreprise) dans le cadre d'un plan de restructuration établi et communiqué au ministre régional ou fédéral de l'emploi avant le 1^{er} octobre 2015, conformément à l'article 63/3 de la LPC. ^{et}

Le versement anticipé entraîne l'extinction du droit à un versement en cas de décès avant échéance.

6 Versement en cas de décès avant échéance

Lorsqu'un affilié décède, le bénéficiaire a droit à la valeur constituée sur le compte individuel de pension au moment du décès.

7 Droits acquis de l'affilié sur les réserves

Les réserves constituées sur les comptes individuels avant le 01/01/2019 sont acquises à l'affilié si des cotisations ont été payées au régime sectoriel de pension pendant quatre trimestres au moins (non obligatoirement consécutifs). Pour l'affilié en service d'un employeur soumis au présent règlement de pension au courant du 4^e trimestre de 2018, cette condition est considérée être remplie et les réserves constituées avant le 01/01/2019 acquises si cet affilié est toujours en service d'un employeur soumis au présent règlement au cours du 1^{er} trimestre de 2019.

Les réserves constituées sur les comptes individuels à partir du 01/01/2019 sont tout de suite acquises par l'affilié.

Un affilié qui a obtenu la liquidation de ses montants assurés et qui est à nouveau affilié par la suite est considéré comme un nouvel affilié.

Un affilié qui a opté pour le transfert de ses réserves acquises vers un autre organisme de pension et qui est affilié de nouveau par la suite, est également considéré comme un nouvel affilié.

Le compte de pension ne peut pas être donné en gage et son bénéficiaire ne peut être cédé. Aucun acompte à celui-ci ne peut être octroyé.

Les montants des réserves non acquises sont versés au fonds de financement. Cette disposition cesse d'avoir effet pour toutes les réserves constituées à partir du 01/01/2019.

8 L'affilié quitte le secteur avant l'échéance

La sortie est censée avoir lieu.

- En cas d'expiration du contrat de travail avec un employeur qui est soumis au présent règlement de pension, autrement que par le décès ou la mise à la retraite. N'est toutefois pas considérée comme une sortie, l'expiration du contrat de travail, autrement que par le décès ou la mise à la retraite, suivie par la conclusion d'un contrat de travail dans les deux trimestres avec un autre employeur qui tombe sous le champ d'application du présent règlement de pension ;
- En cas de fin de l'affiliation en raison du fait que le travailleur ne remplit plus les conditions d'affiliation du régime de pension, sans que cela ne coïncide avec l'expiration du contrat de travail, autrement que par le décès ou la mise à la retraite ;
- En cas de fin de l'affiliation du fait que l'employeur ou, en cas de transfert de contrat de travail, le nouvel employeur du travailleur ne relève plus du champ d'application de la convention collective de travail par laquelle le régime de pension est instauré.

En cas de sortie, l'affilié a le choix entre les options mentionnées ci-dessous, pour autant qu'il puisse faire valoir ses droits sur les réserves :

- a. Laisser la réserve acquise, sans modification de la promesse de pension, chez l'organisme de pension et recevoir un capital à l'échéance ou en cas de décès ;
- b. Transférer la réserve acquise vers l'organisme de pension
 - o Du nouvel employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de ce nouvel employeur ;
 - o De la nouvelle personne morale visée à l'article 3, § 1^{er}, 5^o, a) de la LPC, à laquelle ressortit l'employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de cette personne morale ;
- c. Transférer la réserve acquise vers un autre organisme de pension qui répartit entre les affiliés la totalité de ses bénéfices proportionnellement aux réserves et qui limite les frais suivant les règles fixées par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extralégaux aux travailleurs salariés et aux dirigeants d'entreprises.

Si l'affilié ne mentionne aucun choix explicite dans un délai de trente jours, il est censé avoir opté pour le maintien de ses réserves au sein de l'organisme de pension, sans modification de la promesse de pension (voir point a. ci-dessus).

Après le délai de 30 jours, l'affilié peut toujours, à tout moment demander le transfert de ses réserves à un autre organisme de pension.

Par dérogation à ce qui précède, le montant des réserves acquises à la date de la sortie reste auprès de l'organisme de pension, sans changement de l'engagement de pension, quand ce montant est inférieur ou égal à 150 €. Ce montant de 150 € est indexé conformément à l'article 32, § 1, dernier paragraphe de la LPC.

9 Mode de paiement

Le(s) bénéficiaire(s) peu(ven)t toutefois demander que le capital qui lui/leur revient soit converti en une rente viagère. Le montant de cette rente viagère est fixé sur la base des tarifs utilisés par l'organisme de pension au moment de la conversion. Le choix de la liquidation sous forme d'une rente viagère doit être communiqué par écrit par le bénéficiaire au moment de la demande de paiement.

Selon le choix du bénéficiaire, il peut s'agir d'une rente viagère qui lui est payée ou d'une rente viagère transmissible pour 50 % ou 75 % en cas de décès du bénéficiaire à l'époux/épouse survivant(e) ou au partenaire avec lequel il cohabite légalement.

Les rentes sont payées le dernier jour de chaque mois jusqu'à la dernière échéance précédant le décès du/des bénéficiaire(s).

Si le montant de la rente viagère est inférieur à 500 € par an au départ, le capital pension est versé et le bénéficiaire n'a pas la possibilité de le convertir en rente viagère. Si le montant annuel de la rente se situe entre 500 et 800,01 €, elle n'est pas payée mensuellement, mais en quatre tranches égales, à la fin de chaque trimestre. Les seuils précités sont indexés selon les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix de consommation pour les traitements, salaires, pensions, allocations, et subventions à charge du trésor public.

Tous les montants, avantages et prestations qui découlent du présent règlement constituent des montants bruts sur lesquels tous les retenues, charges, cotisations et impôts légalement dus devront être prélevés. Ces retenues, charges, cotisations et impôts sont à charge de l'affilié(s) ou du (des) bénéficiaire(s).

10 Bénéficiaires

10.1 Le bénéficiaire du versement à l'échéance

Si l'affilié est en vie à l'échéance, le capital lui est versé.

Toutes les actions entre un travailleur et/ou un affilié, d'une part, et un organisateur et/ou un organisme de pension, d'autre part, dérivant ou ayant trait à une pension complémentaire ou à sa gestion se prescrivent après un délai de cinq ans à partir du jour suivant celui où le travailleur ou l'affilié lésé a eu connaissance ou aurait dû raisonnablement avoir connaissance soit de l'évènement qui donne ouverture à l'action soit du dommage et de l'identité de la personne responsable. Dans ce cas, le capital est versé dans le fonds de financement.

10.2 Le bénéficiaire du versement en cas de décès

Si l'affilié décède avant l'échéance, le versement prévu en cas de décès est effectué en faveur du/des bénéficiaire(s) en suivant l'ordre de priorité suivant :

- L'époux/épouse de l'affilié pour autant qu'ils ne soient pas séparés judiciairement de corps ou de fait ou qu'ils ne soient pas en instance de séparation de corps ou de divorce. Les époux sont réputés séparés de fait lorsqu'il ressort des registres de la population qu'ils ont des domiciles différents.
- À défaut, le cohabitant légal de l'affilié au sens des articles 1475 à 1479 du Code civil et qui n'est pas parent de l'affilié.
- À défaut, les enfants de l'affilié, dont la filiation est avérée, ou ses enfants adoptifs ou, par représentation, leurs descendants.
- À défaut, les parents de l'affilié ; si l'un d'eux décède, le capital revient au survivant.

- À défaut, la/les personne(s) désignée(s) par l'affilié par courrier recommandé, la dernière lettre envoyée par recommandé étant valable.
- À défaut, le fonds de financement, à l'exclusion de l'État.

S'il y a plusieurs bénéficiaires, le capital prévu est réparti entre eux à parts égales.

Dans le cas où l'affilié et le bénéficiaire décèdent sans que l'ordre des décès n'ait pu être établi, le capital versé en cas de décès est octroyé au(x) bénéficiaire(s) subsidiaire(s).

Conformément aux dispositions légales et sans que la responsabilité de l'organisateur ou de l'organisme de pension ne puisse être engagée pour une éventuelle contestation, l'affilié peut par écrit au moyen d'une lettre recommandée adressée à l'organisateur, faire modifier l'ordre mentionné ci-dessus ou lui-même désigner un bénéficiaire, le dernier bénéficiaire désigné par lettre recommandée à l'organisateur étant prépondérant.

Si le décès de l'affilié résulte d'un acte délibéré imputable à ou incité par un (des) ayant(s) droit, celui-ci est automatiquement supprimé comme ayant droit.

Toutes les actions entre un bénéficiaire, d'une part, et un organisateur et/ou un organisme de pension, d'autre part, dérivant ou ayant trait à une pension complémentaire ou à sa gestion se prescrivent après un délai de cinq ans à partir du jour suivant celui où le bénéficiaire a eu connaissance ou aurait dû raisonnablement avoir connaissance soit à la fois de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de la survenance de l'événement duquel dépend l'exigibilité des prestations, soit du dommage et de l'identité de la personne responsable. Dans ce cas, le capital est versé au fonds de financement.

11 Obligations de l'organisateur

L'organisateur s'engage à l'égard de tous les entreprises et affiliés à tout mettre en œuvre pour la bonne exécution de ce plan de pension. Il transmettra les allocations de pension collectées auprès des entreprises, sans tarder à l'organisme de pension. Il transmettra également tous les renseignements nécessaires pour la gestion du plan de pension.

L'organisateur met le texte du règlement de pension, les conditions générales et le rapport de gestion à disposition de l'affilié sur sa simple demande.

L'organisateur respectera tous les règlements, tels qu'ils sont décrits dans une convention de gestion acceptée et signée entre l'organisateur et l'organisme de pension.

L'organisateur respectera également toutes les obligations imposées par la LPC et par d'autres réglementations.

12 Obligations de l'affilié et du bénéficiaire

L'affilié ou le(s) bénéficiaire(s) transmettra/transmettront, sur simple demande, les pièces justificatives et les renseignements manquants dont l'organisme de pension a besoin pour honorer ses obligations envers l'affilié ou ses ayants droit. Tant que les affiliés n'auront pas transmis ces pièces justificatives ou ces renseignements, l'organisateur et l'organisme de pension ne pourront pas remplir envers l'affilié leurs obligations liées à la pension complémentaire décrite dans le présent règlement. Le cas échéant, il ne peut être question d'une quelconque forme d'indemnisation ou d'intérêts de retard pour un éventuel

paiement tardif des droits. S'ils ne fournissent pas ces informations ou preuves, l'organisateur et l'organisme de solidarité seront dégagés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié en ce qui concerne l'avantage décrit dans le présent règlement.

L'affilié et le bénéficiaire restent responsables des informations transmises, et ni l'organisateur ni l'organisme de pension ne pourront être tenus pour responsable des conséquences de l'information tardive ou incorrecte.

13 Conséquences du non-paiement des allocations de pension

L'Office national de la sécurité sociale (ONSS) transmettra les allocations de pension dues à l'organisme de pension par l'intermédiaire de l'organisateur.

L'organisme de pension informera chaque affilié par courrier envoyé à son adresse personnelle au plus tard dans les 3 mois suivant la date à laquelle il a eu connaissance d'un retard de paiement.

14 Dispositions fiscales

Les dispositions mentionnées ci-après sont purement indicatives. En cas d'incompatibilité avec les dispositions légales, ces dernières prévalent.

14.1 Quelles sont les règles fiscales applicables ?

Lorsque l'affilié et le bénéficiaire ont leur domicile et/ou lieu de travail en Belgique, et que l'entreprise est située en Belgique, la législation fiscale belge est applicable aux allocations de pension et aux prestations. Si cela n'est pas le cas, d'autres charges fiscales et/ou sociales peuvent être applicables sur la base d'une législation étrangère, conformément aux conventions internationales à cet égard.

14.2 Statut d'impôt des allocations de pension

Sur la base de la législation fiscale belge applicable à la date d'entrée en vigueur du présent règlement de pension, les allocations patronales constituent en principe des frais professionnels déductibles de l'impôt des sociétés et ne donnent pas lieu à une perception supplémentaire au niveau de l'impôt des personnes morales ni à un avantage immédiatement imposable pour l'affilié.

Le montant, exprimé en rente annuelle :

- des prestations prévues à l'occasion de la mise à la retraite en exécution du présent règlement de pension ;
- de la pension légale ;
- d'autres prestations de pension complémentaire auxquelles l'affilié a droit ;

ne peut toutefois pas dépasser 80 % de la dernière rémunération brute normale, compte tenu de la durée normale d'une activité professionnelle, et avec une cessibilité de la rente au profit du conjoint survivant à raison de 80 %, et avec indexation de la rente.

Si une entreprise devait encore prévoir, pour un affilié, d'autres avantages de pension complémentaire que ceux qui découlent du présent règlement de pension, un dépassement éventuel de la limite fiscalement admise sera imputé sur le financement de ces autres avantages de pension.

15 Informations

15.1 Le règlement de pension

Le texte du règlement de pension et des conditions générales sera fourni par l'organisateur aux affiliés sur simple demande de leur part.

15.2 La fiche de pension

L'organisme de pension met chaque année à disposition de l'affilié actif l'information visée à l'article 26, § 1 de la LPC moyennant une fiche de pension. Cette mise à disposition d'information peut également se faire de façon électronique moyennant le respect des conditions prévues à l'article 26 de la LPC.

15.3 Le rapport de gestion

L'organisme de pension établit chaque année un rapport de gestion de l'engagement de pension et un rapport de gestion du fonds de financement.

Le texte du rapport de gestion sera fourni par l'organisateur aux affiliés sur simple demande de leur part.

16 Fonds de financement

Le fonds de financement est administré par l'organisme de pension et bénéficie du même rendement global (prorata temporis) que celui qui est accordé aux réserves mathématiques.

Le fonds de financement est crédité par :

- les allocations de pension transmises par l'Office national de la sécurité sociale à l'organisme de pension par l'intermédiaire de l'organisateur ;
- les réserves auxquelles l'affilié ne peut prétendre ;
- les capitaux décès dont le fonds de financement est bénéficiaire ;
- les capitaux vie et décès qui font l'objet d'une prescription après le délai légal de 5 ans ;
- le rendement octroyé et la participation du bénéfice octroyée.

Le fonds de financement est débité par :

- les allocations trimestrielles de pension versées sur les comptes individuels de pension pour une assurance du type « capital différé avec contre-assurance de la réserve en cas de décès » ;
- les compléments nécessaires pour atteindre le rendement exigé en exécution de l'article 24 de LPC ;
- toute autre somme décidée par l'organisateur, dans la mesure où elle est affectée à une augmentation des avantages pour les affiliés.

Dans les limites des possibilités légales, l'organisateur décide de l'affectation du fonds de financement. Celui-ci est destiné aux affiliés et/ou à leurs bénéficiaires et ses avoirs ne peuvent jamais, même partiellement, être reversés à l'organisateur.

Le fonds de financement ne peut jamais présenter un solde négatif. Toute opération ayant pour conséquence de placer le solde en négatif, sera retardée jusqu'à ce que le solde permette la réalisation de celle-ci. Lorsque l'organisme de pension constate l'impossibilité de réaliser une opération, l'organisateur en sera averti immédiatement et ce dernier prendra les mesures nécessaires.

17 Protection et traitement de données à caractère personnel

L'organisateur et l'organisme de pension accordent une importance particulière à la protection des données à caractère personnel et ils les traitent conformément à la réglementation applicable, entre autres le Règlement général sur la protection des données à caractère personnel (RGPD ou GDPR) et les déclarations de vie privée de l'organisateur et de l'organisme de pension.

Finalités du traitement

L'organisateur reçoit les données à caractère personnel des affiliés et de leurs ayants droit de l'Association des organismes sectoriels (AOS).

L'organisateur communique les données à caractère personnel à l'organisme de pension pour gérer et exécuter le règlement de pension.

L'organisateur et l'organisme de pension traitent les données à caractère personnel des affiliés et de leurs bénéficiaires (« les personnes concernées ») dans le but de l'exécution de ce règlement, et ceci sur la base d'une obligation légale (la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires).

Dans ce contexte, les deux parties ont le statut de responsable du traitement.

L'organisateur et l'organisme de pension peuvent, en tant que responsable du traitement, également traiter les données à caractère personnel pour les finalités suivantes :

- remplir des obligations légales et réglementaires telles que des obligations fiscales, et ceci sur la base d'une disposition légale ;
- la gestion du fichier des personnes pour le paiement des prestations ;
- la rédaction de statistiques, la détection et la prévention d'abus et de fraude, la composition de preuves, la sécurisation de biens, de personnes, de réseaux informatiques, et de systèmes informatiques du responsable du traitement, l'optimisation de processus et ceci sur la base d'un intérêt légitime du responsable du traitement ;
- le conseil, sur la base de l'intérêt légitime du responsable du traitement, sauf si la personne concernée s'y oppose.

Pour réaliser ces finalités, le responsable du traitement peut également recevoir des données à caractère personnel de la personne concernée ou de tiers. Le cas échéant, ces finalités de traitement peuvent être basées sur le consentement de la personne concernée.

Catégories de données à caractère personnel et de destinataires potentiels

Les catégories suivantes de données à caractère personnel peuvent être traitées : des données d'identification et de contact, des données financières, des caractéristiques personnelles, l'emploi, la composition de la famille, des données judiciaires.

Ces données peuvent être communiquées à un sous-traitant du responsable du traitement, à un expert, un avocat, un conseiller technique, un assureur.

Elles peuvent également être communiquées à quelque personne ou instance dans le cadre d'une obligation légale ou une décision administrative ou judiciaire ou s'il existe un intérêt légitime.

Droits des personnes concernées

Les affiliés et leurs bénéficiaires peuvent adresser une demande datée et signée à un responsable du traitement pour exercer leurs droits à l'accès, à la correction, à l'annulation, à la limitation et au transfert des données à caractère personnel. Une telle demande au Fonds 2e pilier CP 323 doit être adressée

au DPO, Porta Secura, joignable via e-mail sur l'adresse suivante : michael.boeynaems@portasecura.com.

Plus d'information en matière de protection et de traitement des données à caractère personnel est disponible dans la déclaration de vie privée/la politique de vie privée des responsables de traitement, disponible sur leur site web.

18. Modification du présent règlement

Il est possible de modifier ou de mettre fin au présent règlement de pension moyennant la conclusion d'une convention collective au sein de la commission paritaire compétente.

En cas d'arrêt ou de transfert des réserves à un autre organisme de pension, l'organisme de pension rendra les comptes de pension non contributifs sur la base des cotisations effectivement reçues au moment de l'arrêt du transfert.

L'éventuelle modification ne donnera en aucun cas lieu à une réduction des prestations acquises ou des réserves acquises pour les années de services révolues.

Aucune compensation ou perte de participations aux bénéfices ne sera imposée aux affiliés ou déduite de la réserve acquise au moment du transfert.

19. Litiges et droit applicable

Le droit belge s'applique au présent règlement. Les éventuels litiges entre les parties au sujet de ce règlement relèvent de la compétence des tribunaux belges.

BIJLAGE 2 – SOLIDARITEITSREGLEMENT

SOLIDARITEITSREGLEMENT VOOR DE WERKNEMERS TEWERKGESTELD IN ONDERNEMINGEN DIE BEHOREN TOT HET PARITAIR COMITÉ 323 VOOR HET BEHEER VAN GEBOUWEN, DE VASTGOEDMAKELAARS EN DE DIENSTBODEN

1. Voorwerp

De toezegging van solidariteitsprestaties heeft tot doel om aan de aangeslotenen en/of hun rechthebbenden bijkomende solidariteitsprestaties bij het sectoraal pensioenstelsel toe te kennen.

Dit solidariteitsreglement bepaalt de regels en modaliteiten voor de uitvoering van de solidariteitstoezegging van de inrichter.

Dit solidariteitsreglement is een onderdeel van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mars 2021 betreffende het sectoraal pensioenstelsel.

2. Begripsomschrijving

In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben:

Inrichter

Het fonds voor bestaanszekerheid Fonds 2de Pijler PC 323 met zetel te 1070 Anderlecht, Birminghamstraat 225.

Collectieve arbeidsovereenkomst die het sectoraal pensioenstelsel invoert

De collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 2011 tot invoering van een aanvullend sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die behoren tot het paritair comité 323 voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Van 1 januari 2012 tot 31 maart 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Vanaf 1 april 2014 wordt deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 betreffende het sociaal sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Vanaf 1 maart 2020 tot en met 30 september 2020 wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2014 vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 januari 2021 betreffende het sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Vanaf 1 oktober 2020 wordt de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 september 2020 vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mars 2021 betreffende het sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Onderneming

De onderneming die valt binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mars 2021 betreffende het sectoraal pensioenplan voor de werknemers tewerkgesteld in een onderneming die behoort tot de bevoegdheid van het paritair comité voor het beheer van gebouwen, de vastgoedmakelaars en de dienstboden.

Aangeslotene

De werknemer waarvoor de inrichter een solidariteitsstelsel heeft ingevoerd, en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het solidariteitsreglement voldoet.

Adoptieverlof

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 30ter van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Borstvoedingspauze

Het betreft de onbezoldigde schorsing van de arbeidsovereenkomst de zin van CAO nr. 80 tot invoering van een recht op borstvoedingspauze.

Geboorteverlof

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 30 § 2, tweede lid van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Gemiddeld dagloon

Het gemiddeld dagloon is het loon dat wordt bekomen door de onder bezoldigingscode 001 opgenomen bezoldiging te delen door het aantal dagen opgenomen onder prestatiecode 001. Het betreft hier de bezoldiging en de prestaties voor de 4 trimesters voorafgaand aan het trimester waarin voor het eerst de DMFA code 051 (voor moederschapsbescherming en borstvoedingspauze), 052 (voor vaderschapsverlof, geboorteverlof, adoptieverlof of pleegouderverlof) of 053 (voor profylactisch verlof) voorkomt.

Prestatiecode 001 : alle arbeidstijdgegevens gedekt door loon met RSZ-bijdragen, met uitzondering van de wettelijke en bijkomende vakantie van arbeiders

Bezoldigingscode 001 : alle bedragen die steeds als loon worden beschouwd, met uitzondering van de vergoedingen die onder een andere code worden vermeld.

Moederschapsbescherming

Het betreft de onbezoldigde schorsing van de arbeidsovereenkomst in de zin van

- artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971
- artikel 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971

Pleegouderverlof

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 30 sexies van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Profylactisch verlof

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 239 § 1 van het Koninklijk Besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Solidariteitsinstelling

Het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de vastgoedsector, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 1005, een fonds voor bestaanszekerheid, hierna de solidariteitsinstelling genoemd.

Solidariteitsfonds

Het collectieve fonds dat bij de solidariteitsinstelling in het kader van de solidariteitstoezegging wordt gevormd en afgescheiden van diens overige activiteiten wordt beheerd.

Uittreding

De uittreding wordt geacht te hebben plaatsgevonden:

In geval van beëindiging van de arbeidsovereenkomst met een werkgever op wie dit reglement van toepassing is, anders dan door overlijden of pensionering. Wordt evenwel niet als een uittreding beschouwd, de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering, die wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst binnen de twee trimesters met een andere werkgever die onder het toepassingsgebied van onderhavig reglement valt.

In geval van beëindiging van de aansluiting vanwege het feit dat de aangeslotene niet langer de aansluitingsvoorwaarden van het solidariteitsstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering;

In geval van beëindiging van de aansluiting vanwege het feit dat de werkgever of, in geval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe werkgever niet langer valt onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst die het pensioenstelsel heeft ingevoerd.

In geval van uittreding vervallen onmiddellijk alle rechten en voordelen voorzien in het solidariteitsreglement.

Gezien deze solidariteitstoezegging een integrerend onderdeel uitmaakt van het sectoraal pensioenstelsel, dienen in het solidariteitsreglement gehanteerde termen die niet zouden opgenomen zijn in de hiervoor vermelde begrippenlijst te worden opgevat in hun betekenis in het licht van de Wet betreffende de aanvullende pensioenen van 28 april 2003, hierna WAP genoemd, of in het licht van de in het pensioenreglement opgenomen begrippenlijst.

Vaderschapsverlof

Het betreft het onbezoldigd verlof in de zin van artikel 30 § 2, eerste lid van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

WAP

Wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid

3. Aansluiting

Om aanspraak te kunnen maken op de solidariteitsprestaties dient :

- de werknemer aangesloten te zijn bij het sectoraal pensioenstelsel van de inrichter ;
- de werknemer tewerkgesteld te zijn met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever die onder het toepassingsgebied van het sectorale pensioenstelsel van de inrichter valt ;
- voor de werknemer gedurende minstens vier, niet noodzakelijk opeenvolgende, trimesters bijdragen aan het sectoraal pensioenstelsel te zijn betaald.

Vanaf 1 januari 2019 vervalt de voorwaarde van minstens vier trimesters bijdragebetaling aan het sectoraal pensioenstelsel.

De solidariteitstoezegging geeft geen aanleiding tot de vestiging van verworven rechten bij uittreding of bij wijziging of opheffing van het solidariteitsreglement.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen in het kader van zijn pensioentoezegging heeft verkregen en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves in kader van zijn pensioentoezegging over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die nadien opnieuw wordt aangesloten, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

4. De solidariteitsprestaties

Alle bedragen, voordelen en uitkeringen die voortvloeien uit dit solidariteitsreglement vormen bruto bedragen, waarop alle bij wet verschuldigde inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen in mindering gebracht moeten worden. Al deze inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen zijn ten laste van de aangeslotene(n) of de begunstigde(n).

De volgende solidariteitsprestaties worden vastgelegd :

4.1. Uitkeringen bij inkomstenverlies ten gevolge van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan

In geval van overlijden van de aangeslotene tijdens de beroepsloopbaan zal er een bedrag ter vergoeding van inkomensverlies toegekend worden van:

- 1250 euro bij overlijden voor 1 januari 2015
- 1700 euro bij overlijden in 2015
- 2500 euro bij overlijden in 2016
- 3500 euro bij overlijden vanaf 1 januari 2017.

Indien het overlijden van de aangeslotene voorafgegaan wordt door een vergoede periode wegens ziekte of ongeval, dan dient het overlijden plaats te vinden binnen de 5 jaren na de begindatum van de vergoede periode wegens ziekte of ongeval.

Dit bedrag wordt vermenigvuldigd met de tewerkstellingsbreuk in verhouding tot een voltijdse dienstbetrekking die in voege was op het ogenblik van het overlijden.

Dit eenmalig bedrag wordt gevoegd bij de uitkering die krachtens het sectoraal pensioenstelsel wordt toegekend in geval van overlijden, en wordt uitgekeerd aan de begunstigde volgens de modaliteiten van het pensioenreglement van het sectorale pensioenstelsel.

4.2. Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen tijdens de periode voorafgaand aan het faillissement van de werkgever

In geval de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid onvoldoende gelden kan innen voor de in het pensioenreglement voorziene pensioenopbouw, zullen die ontbrekende pensioentoeelagen op de individuele pensioenrekening gestort worden en zullen de tekorten met respect van de geldende

wetgeving door het solidariteitsfonds ten laste genomen worden tot ten hoogste één maand na de faillietverklaring.

Deze prestatie wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen.

4.3. Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies ten gevolge van arbeidsongeschiktheid

In geval de aangeslotene het slachtoffer is van een arbeidsongeschiktheid met verlies van inkomen, waarvan de duurtijd minstens 200 dagen over een periode van vijf opeenvolgende trimesters bedraagt, wordt een bedrag gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene van 1200 euro (bedrag van toepassing vanaf 1 januari 2017)

Indien de aangeslotene het slachtoffer is van een arbeidsongeschiktheid met verlies van inkomen, waarvan de duurtijd minstens 400 dagen over een periode van elf opeenvolgende trimesters bedraagt, wordt met ingang van 1 juli 2020 nogmaals een bedrag gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene van 1200 euro. Voormelde bedragen worden vermenigvuldigd met de tewerkstellingsgraad in verhouding tot een voltijdse dienstbetrekking die in voege was bij het begin van de arbeidsongeschiktheid.

Met ingang van 1 juli 2020 kan een aangeslotene, onder dezelfde voorwaarden, een tweede maal tijdens zijn loopbaan voormelde bedragen ontvangen voor zover er tussen het einde van de eerste periode van arbeidsongeschiktheid en het begin van de tweede periode van arbeidsongeschiktheid minstens 40 trimesters zitten en dat tijdens elk van deze trimesters minstens voor één dag effectieve prestaties werden geleverd. Het betreft effectieve prestaties opgenomen onder prestatiecode 001.

Er wordt alleen maar rekening gehouden met periodes van arbeidsongeschiktheid die een aanvang nemen ten vroegste op 1 april 2010.

Het betreft de arbeidsongeschiktheid, zoals gedekt in de codes 50, 60 en 61 van de DMFA-WAP :

- Code 50: ziekte (ziekte of ongeval van gemeen recht en profylactisch verlof)
- Code 60: arbeidsongeval
- Code 61: beroepsziekte

Deze prestaties wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen.

4.4. Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies tijdens de periodes van moederschapsbescherming, borstvoedingspauze, vaderschapsverlof, geboorteverlof, adoptieverlof, pleegouderverlof en profylactisch verlof

Tijdens de periode van moederschapsbescherming, borstvoedingspauze, vaderschapsverlof, geboorteverlof, adoptieverlof, pleegouderverlof en profylactisch verlof die een aanvang neemt ten vroegste op 1 juli 2020 wordt per gelijkgestelde dag aangegeven bij de RSZ een bedrag overeenstemmend met 3,06% van het gemiddeld dagloon gestort op de individuele pensioenrekening van de aangeslotene.

Het betreft volgende codes van de DMFA-WAP :

- Code 051 (moederschapsbescherming en borstvoedingspauze)
- Code 052 (vaderschaps- of geboorteverlof, adoptieverlof en pleegouderverlof)

- Code 053 (profylactisch verlof)

Deze prestaties wordt vereffend zonder dat de aangeslotene hiertoe een aanvraag moet indienen.

4.5. Financiering van de opbouw van het aanvullend pensioen bij inkomensverlies ten gevolge van tijdelijke werkloosheid

Tijdens de periode van tijdelijke werkloosheid in de zin van artikel 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, wordt een bedrag van 1 euro per dag tijdelijke werkloosheid gestort op de individuele pensioenrekening van de deelnemer . Het betreft de tijdelijke werkloosheid, zoals gedekt in de code 70, 71 en 72 van de DMFA-WAP.

Door de uitzonderlijke maatregelen die in het kader van de COVID-19 pandemie zijn genomen, wordt dit bedrag van 1 euro tijdelijk verhoogd tot 1,5 euro per dag tijdelijke werkloosheid wegens corona. Dit verhoogde bedrag wordt gestort tijdens de periode van werkloosheid van 1 januari 2020 tot en met 31 december 2021. Het betreft de tijdelijke werkloosheid wegens corona, zoals gedekt in de code 70 van de DMFA-WAP voor de periode januari 2020 tot en met maart 2020 en tijdelijke werkloosheid wegens corona, zoals gedekt in de code 77 van de DMFA-WAP vanaf de maand april 2020 tot en met december 2021.

5. Financiering van de solidariteitsprestaties

De solidariteitsprestaties worden gefinancierd door een solidariteitsbijdrage die minstens gelijk is aan 4,4 % van de pensioentoeelage die in uitvoering van het sectoraal pensioenstelsel van de inrichter verschuldigd is. Deze solidariteitsbijdrage wordt samen met de pensioentoeelage door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geïnd en via de inrichter aan de solidariteitsinstelling overgemaakt.

De regels en de modaliteiten inzake de financiering van het sectoraal pensioenplan worden vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst.

Van 1 april 2010 tot 31 december 2011 is dit de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2010.

Voor de periode van 1 januari 2012 tot 31 maart 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 oktober 2011 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

Voor de periode vanaf 1 april 2014 wordt dit bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2013 betreffende de vaststelling van de bijdrage ter financiering van het sectorale pensioenplan.

6. Gevolgen van het niet betalen van de solidariteitsbijdrage

De solidariteitsinstelling zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 3 maanden volgend op de datum waarop zij kennis kreeg van een betalingsachterstand, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

7. Beheer van de solidariteitsprestaties

De inrichter gaat tegenover alle werkgevers en aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat nodig is voor de goede uitvoering van dit solidariteitsstelsel en ter naleving van de toepasselijke reglementering.

De inrichter is gemachtigd om aan de solidariteitsinstelling alle inlichtingen en bewijsstukken over te maken die nodig zijn voor de goede uitvoering van dit reglement.

De aangeslotene of de begunstigde zal op eenvoudige aanvraag alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken bezorgen die nodig zijn opdat de solidariteitsinstelling zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren.

Zolang zij deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaken, zullen de inrichter en de solidariteitsinstelling hun verplichtingen tegenover de aangeslotene en de begunstigten met betrekking de voordelen die in dit reglement beschreven worden niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlinterest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten.

Indien zij deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaken, dan zullen de inrichter en de solidariteitsinstelling ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene en de begunstigde met betrekking tot het voordeel dat in dit reglement beschreven wordt.

De solidariteitsinstelling dekt de aangeslotene op basis van de gegevens overgemaakt door de inrichter. De solidariteitsinstelling houdt uitsluitend rekening met de laatst meegedeelde gegevens.

De inrichter staat in voor de nauwkeurigheid van de inlichtingen en is verantwoordelijk voor de gevolgen die voortvloeien uit alle onnauwkeurige onvolledige, onjuiste of laattijdige inlichtingen, die verstrekt worden aan de solidariteitsinstelling, voor zover de werkgever de inlichtingen nauwkeurig, volledig, correct en op tijd heeft verstrekt.

De solidariteitsinstelling zal alle door de WAP en andere regelgeving opgelegde verplichtingen naleven.

Het solidariteitsfonds waaruit de solidariteitsprestaties geput worden, is een stelsel van collectieve reserve dat beheerd wordt overeenkomstig de in dit reglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen.

Het solidariteitsfonds behoort toe aan het geheel van de aangeslotenen. Indien een werkgever of werknemer om één of andere reden ophoudt deel uit te maken van het toepassingsgebied van dit solidariteitsreglement, kan hij op geen enkele wijze aanspraak maken op de tegoeden van het solidariteitsfonds.

Het solidariteitsfonds en de solidariteitsprestaties worden beheerd in overeenstemming met de bepalingen van de ter zake geldende wetgeving. Daartoe zal de solidariteitsinstelling de rekeningen van het solidariteitsfonds afzonderlijk van de andere activiteiten beheren.

De inkomsten van de rekeningen van het solidariteitsfonds kunnen bestaan uit:

- De solidariteitsbijdragen in uitvoering van dit solidariteitsreglement
- Eventuele andere sommen gestort door de inrichter
- De financiële opbrengsten van de rekening(en) van het solidariteitsfonds

De uitgaven van de rekeningen van het solidariteitsfonds kunnen bestaan uit:

- De uitkering van de in dit reglement bepaalde solidariteitsprestaties
- De financiering van de premies bestemd voor de verzekering die de solidariteitsinstelling voor de in dit reglement bepaalde solidariteitsprestaties zou sluiten
- De kosten voor het beheer van de solidariteitstoezegging

De solidariteitsinstelling stelt op het einde van ieder boekjaar een resultatenrekening op, evenals een balans met activa en passiva van het solidariteitsfonds en zendt deze stukken binnen de maand na hun goedkeuring aan de FSMA.

8. Wijziging

De solidariteitsprestaties zoals die in dit reglement beschreven worden, kunnen op ieder ogenblik aangepast worden aan de beschikbare middelen met het oog op het behouden van het financiële evenwicht in overeenstemming met de wettelijke bepalingen. Te dien einde zal de inrichter het initiatief nemen om onderhavig reglement aan te passen.

Een wijziging van het solidariteitsreglement wordt vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst, zoals voorzien in de ter zake geldende wetgeving.

De wijziging van de solidariteitstoezegging geeft geen aanleiding tot de vestiging van verworven rechten.

Een wijziging van de solidariteitsinstelling en de eventueel hiermee verbonden overdracht van reserves is onderworpen aan de voorwaarden zoals voorzien in de WAP.

9. Beëindiging

Indien het sectorale pensioenstelsel zou stopgezet worden, zullen de reserves van het solidariteitsluik onder de aangeslotenen verdeeld worden naar rata van hun verworven reserves in het pensioenstelsel en aangewend worden als een koopsom op de individuele pensioenrekening, na aftrek van de provisies voor lopende solidariteitsprestaties en voor te voorziene kosten in verband met de opheffing van het solidariteitsstelsel.

Indien dit solidariteitsreglement niet langer van toepassing is op een inrichter of een werkgever, kan die op geen enkele wijze aanspraak maken op een gedeelte van de tegoeden op de rekeningen van het solidariteitsfonds.

De beëindiging van de solidariteitstoezegging geeft geen aanleiding tot de vestiging van verworven rechten.

10. Informatie

10.1. Het solidariteitsreglement

De tekst van het solidariteitsreglement wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

10.2. Het beheersverslag

De solidariteitsinstelling stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de solidariteitstoezegging op.

De tekst van het beheersverslag wordt door de inrichter ter beschikking gesteld aan de aangeslotenen op diens eenvoudig verzoek.

11. Bescherming en verwerking van persoonsgegevens

De inrichter en de solidariteitsinstelling hechten een bijzonder belang aan de bescherming van persoonsgegevens en verwerken deze conform de toepasselijke reglementering, onder meer de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG of GDPR) en de privacy verklaringen van de inrichter en de solidariteitsinstelling.

Verwerkingsdoeleinden

De inrichter ontvangt de persoonsgegevens van de aangeslotenen en hun rechthebbenden van de Vereniging van Sectorale Instellingen (VSI).

De inrichter deelt met het oog op het beheren en uitvoeren van het solidariteitsreglement persoonsgegevens mee aan de solidariteitsinstelling.

De inrichter en de solidariteitsinstelling verwerken de persoonsgegevens van de aangeslotenen en hun begunstigen ("de betrokkenen") met het oog op de uitvoering van dit reglement, met uitsluiting van elk commercieel oogmerk, en dit op basis van een wettelijke verplichting (WAP).

* solidariteits-

In deze context hebben zij allen het statuut van verwerkingsverantwoordelijke.

Daarnaast kunnen de inrichter en de solidariteitsinstelling, als verwerkingsverantwoordelijken, de persoonsgegevens verwerken voor de volgende doeleinden:

- het voldoen aan wettelijke en reglementaire verplichtingen zoals fiscale verplichtingen en dit op grond van een wettelijke bepaling;
- het beheer van het personenbestand voor de uitkering van de solidariteitsprestaties;
- de opmaak van statistieken, de detectie en preventie van misbruiken en fraude, het samenstellen van bewijzen, de beveiliging van goederen, personen, informaticanetwerken en –systemen van de verwerkingsverantwoordelijke, de optimalisatie van de processen, en dit op grond van het gerechtvaardigd belang van de verwerkingsverantwoordelijke;
- de adviesverlening op grond van het gerechtvaardigd belang van de verwerkingsverantwoordelijke, tenzij de betrokkene zich hiertegen verzet.

Voor het vervullen van deze doeleinden kan de verwerkingsverantwoordelijke persoonsgegevens ontvangen van de betrokkene zelf of van derden. In voorkomend geval kunnen deze verwerkingsdoeleinden gebaseerd zijn op de toestemming van de betrokkene.

Categorieën van verwerkte persoonsgegevens en mogelijke ontvangers.

Volgende categorieën van persoonsgegevens kunnen worden verwerkt: identificatie- en contactgegevens, financiële gegevens, persoonlijke kenmerken, beroep en betrekking, samenstelling van het gezin, gerechtelijke gegevens.

Deze gegevens kunnen worden meegedeeld aan een verwerker van de verwerkingsverantwoordelijken, aan een expert, een advocaat, een technisch adviseur, een verzekeraar.

Zij kunnen tevens worden meegedeeld aan om het even welke persoon of instantie in het kader van een wettelijke verplichting of een administratieve of rechterlijke beslissing of indien er een gerechtvaardigd belang bestaat.

Rechten van betrokkenen.

De aangeslotenen en hun begunstigen kunnen een gedateerde en ondertekende aanvraag richten tot een verwerkingsverantwoordelijke voor de uitoefening van hun recht op toegang, rechtzetting, wissing, beperking en overdracht van persoonsgegevens. Dergelijke aanvraag dient gericht te worden aan de DPO, Porta Secura, bereikbaar via e-mail op michael.boeynaems@portasecura.com.

Meer informatie betreffende de bescherming en verwerking van persoonsgegevens is beschikbaar in de Privacyverklaring/het privacy beleid van de verwerkingsverantwoordelijken beschikbaar op hun website.

12. Geschillen en toepasselijk recht

Het Belgische recht is van toepassing op dit solidariteitsreglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

ANNEXE 2 – RÈGLEMENT DE SOLIDARITÉ

RÈGLEMENT DE SOLIDARITÉ POUR LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS DANS DES ENTREPRISES RESSORTISSANT À LA COMMISSION PARITAIRE 323 POUR LA GESTION D'IMMEUBLES, LES AGENTS IMMOBILIERS ET LES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES

1 Objet

L'engagement de solidarité a pour but d'octroyer aux affiliés et/ou leurs ayants droit des prestations complémentaires de solidarité à celles du régime sectoriel de pension.

Ce règlement de solidarité définit les règles et modalités de l'exécution de l'engagement de solidarité de l'organisateur.

Le présent règlement de solidarité fait partie intégrante de la convention collective de travail du 11 mars 2021 concernant le régime sectoriel de pension.

2 Définition des notions

Un certain nombre de notions précises sont utilisées dans ce règlement. Pour l'application du présent règlement, on entend par :

L'organisateur

Le fonds de sécurité d'existence Fonds 2e pilier CP 323 dont le siège se situe à 1070 Anderlecht, rue de Birmingham 225.

La convention collective de travail instaurant le régime sectoriel de pension

La convention collective de travail du 17 février 2011 instaurant un régime sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans une entreprise ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2014 cette convention collective de travail est remplacée par la convention collective de travail du 25 octobre 2011 instaurant un régime social sectoriel de pension complémentaire pour les travailleurs occupés dans une entreprise ressortissant à la commission paritaire 323 pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

À partir du 1^{er} avril 2014, cette convention collective de travail est annulée et remplacée par la convention collective de travail du 25 juin 2014 concernant le plan social sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Pour la période à partir du 1^{er} mars 2020 jusqu'au 30 septembre 2020 la convention collective du 25 juin 2014 est substituée par la convention collective du 28 janvier 2021 concernant le plan sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise ressortissant à la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

Pour la période à partir du 1^{er} octobre 2020, la convention collective du 29 septembre 2020 est substituée par la convention collective du 28 janvier 2021 concernant le plan sectoriel de pension pour

11 mars

les travailleurs occupés par une entreprise ressortissant à la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques

L'entreprise

L'entreprise relevant du champ d'application de la convention collective de travail du 11 mars 2021 concernant le plan sectoriel de pension pour les travailleurs occupés par une entreprise relevant de la compétence de la commission paritaire pour la gestion d'immeubles, les agents immobiliers et les travailleurs domestiques.

L'affilié

Le travailleur pour lequel l'organisateur a mis en œuvre l'engagement de solidarité et qui répond aux conditions d'affiliation du règlement de solidarité.

Congé d'adoption

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 30ter de la loi du 3 juillet 1978 relative aux conventions de travail.

contrats

Pause d'allaitement

Il s'agit de la suspension non rémunérée du contrat de travail au sens de la CCT n° 80 instaurant un droit aux pauses d'allaitement.

Congé de naissance

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 30 § 2, deuxième alinéa de la loi du 3 juillet 1978 relative aux conventions de travail.

contrats

Salaire journalier moyen

Le salaire journalier moyen est le salaire obtenu en divisant la rémunération reprise sous le code de rémunération 001 par le nombre de jours repris sous le code de prestation 001. Il s'agit dans ce cas de la rémunération et des prestations des 4 trimestres précédant le trimestre dans lequel le code DmfA 051 (pour la protection de la maternité et la pause d'allaitement), 052 (pour le congé de paternité, congé de naissance, congé d'adoption ou congé parental d'accueil) ou 053 (pour le congé prophylactique) apparaît pour la première fois.

Code de prestation 001 : toutes les données relatives au temps de travail couvert par du salaire avec cotisations ONSS, à l'exception des vacances légales et complémentaires des ouvriers.

Code de rémunération 001 : tous les montants considérés comme du salaire, à l'exception des indemnités mentionnées sous un autre code.

Protection de la maternité

Il s'agit de la suspension non rémunérée du contrat de travail au sens :

- de l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ;
- des articles 42 à 43bis de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Congé parental d'accueil

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 30 sexies de la loi du 3 juillet 1978 relative aux conventions de travail.

contrats

Congé prophylactique

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 239 § 1 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 en exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

L'organisme de solidarité

Le fonds social et de garantie du secteur immobilier, qui a son siège social à 9000 Gand, Kortrijksesteenweg 1005, un fonds de sécurité d'existence, appelé ci-après l'organisme de solidarité.

Fonds de solidarité

Le fonds collectif qui est établi auprès de l'organisme de solidarité dans le cadre de l'engagement de solidarité et lequel est géré séparément de ses autres activités.

Sortie

La sortie est censée avoir lieu :

- soit en cas d'expiration du contrat de travail avec un employeur qui est soumis au présent règlement, autrement que par le décès ou la mise à la retraite. N'est toutefois pas considérée comme une sortie, l'expiration du contrat de travail, autrement que par le décès ou la mise à la retraite, suivie par la conclusion d'un contrat de travail dans les deux trimestres avec un autre employeur qui tombe sous le champ d'application du présent règlement ;
- soit en cas de fin de l'affiliation en raison du fait que le travailleur ne remplit plus les conditions d'affiliation du régime de solidarité, sans que cela ne coïncide avec l'expiration du contrat de travail, autrement que par le décès ou la mise à la retraite ;
- soit en cas de fin de l'affiliation en raison du fait que l'employeur ou, en cas de transfert de contrat de travail, le nouvel employeur du travailleur ne relève plus du champ d'application de la convention collective de travail par laquelle le régime de solidarité est instauré.

En cas de sortie, les droits et avantages prévus dans le présent règlement prennent tout de suite fin.

Étant donné que le présent engagement de solidarité fait partie intégrante du régime de pension sectoriel, les termes utilisés dans le règlement de solidarité qui ne figureraient pas dans la liste terminologique précitée devront être interprétés à la lumière de la Loi relative aux pensions complémentaires du 28 avril 2003, nommée ci-après LPC, ou de la liste terminologique figurant dans le règlement de pension.

Congé de paternité

Il s'agit du congé non rémunéré au sens de l'article 30 § 2, premier alinéa de la loi du 3 juillet 1978 relative aux ~~conventions~~ ^{contrats} de travail.

LPC

Loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

3 Affiliation

Pour avoir droit aux prestations de solidarité :

- le travailleur doit être affilié au régime de pension sectoriel de l'organisateur ;
- le travailleur doit être employé avec un contrat de travail auprès d'un employeur qui tombe sous le champ d'application du régime de pension sectoriel de l'organisateur ;
- des cotisations au régime sectoriel de pension doivent avoir été versées pendant quatre trimestres au moins (non obligatoirement consécutifs).

À partir du 1^{er} janvier 2019, la condition de quatre trimestres de versement de cotisations ne s'applique plus.

L'engagement de solidarité n'est pas constitutif de droits acquis, ni en cas de sortie, ni en cas de modification ou d'abrogation du règlement de solidarité.

Un affilié qui a obtenu la liquidation de ses montants assurés dans le cadre de l'engagement de pension et qui, par la suite, est de nouveau affilié est considéré être un nouvel affilié.

Un affilié qui a choisi de transférer ses réserves acquises dans le cadre de l'engagement de pension, vers un autre organisme de pension, et qui, par la suite, est de nouveau affilié est également considéré être un nouvel affilié.

4 Les prestations de solidarité

Tous les montants, avantages et prestations qui découlent du présent règlement de solidarité constituent des montants bruts sur lesquels toutes les retenues, charges, cotisations et tous les impôts légalement dus devront être prélevés. Ces retenues, charges, cotisations et impôts sont à charge de(s) l'affilié(s) ou du (des) bénéficiaire(s).

Les prestations de solidarité suivantes sont définies :

4.1 Prestations en cas de perte de revenus à la suite du décès d'un affilié pendant la carrière professionnelle

En cas de décès de l'affilié pendant la carrière professionnelle, un montant tenant lieu de compensation de perte de revenu sera octroyé :

- 1 250 € en cas de décès avant le 1^{er} janvier 2015 ;
- 1 700 € en cas de décès en 2015 ;
- 2 500 € en cas de décès en 2016 ;
- 3 500 € en cas de décès à partir du 1^{er} janvier 2017.

Si le décès de l'affilié est précédé par une période indemnisée pour cause de maladie ou d'accident, le(s) bénéficiaire(s) maintient (maintiennent) l'allocation seulement si le décès a eu lieu dans les cinq ans suivant la date de début de la période indemnisée pour cause de malade ou d'accident.

Ce montant est multiplié par le taux d'occupation par rapport à un emploi à temps plein en vigueur au moment du décès.

Ce montant unique sera additionné à la prestation qui sera octroyée en cas de décès en vertu du règlement de pension sectoriel et sera liquidé au bénéficiaire selon les modalités du règlement de pension du régime de pension sectoriel.

4.2 Financement de la constitution de la pension complémentaire pendant la période précédant la faillite de l'employeur

Au cas où l'Office national de sécurité sociale ne pourrait percevoir les moyens suffisants pour financer la constitution de pension prévue dans le règlement,* les allocations de pension manquantes seront versées sur le compte de pension individuel et les découverts seront pris en charge par le fonds de solidarité dans le respect de la législation en vigueur, jusqu'à un mois après la faillite.

* de pension

Cette prestation sera réglée sans que l'affilié doive introduire de demande.

4.3 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus à la suite d'une incapacité de travail

Si l'affilié est touché par une incapacité de travail avec perte de revenus d'une durée d'au moins 200 jours pendant une période de cinq trimestres consécutifs, un montant de 1200 € (montant applicable à partir du 1^{er} janvier 2017) sera versé sur le compte de pension individuel de l'affilié.

Si l'affilié est touché par une incapacité de travail avec perte de revenus d'une durée d'au moins 400 jours pendant une période de onze trimestres consécutifs, un nouveau montant de 1200 € sera versé sur le compte de pension individuel de l'affilié, et ce à dater du 1^{er} juillet 2020.

Les montants précités sont multipliés par le taux d'activité par rapport à un emploi à temps plein en vigueur au début de l'incapacité. *de travail.*

À dater du 1^{er} juillet 2020, un affilié peut, aux mêmes conditions, percevoir les montants précités, une seconde fois au cours de sa carrière, pour autant qu'il y ait au moins 40 trimestres entre la fin de la première période d'incapacité de travail et le début de la deuxième période d'incapacité de travail et que des prestations effectives aient été livrées pendant un jour au moins, au cours de chacun de ces trimestres. Il s'agit de prestations effectives reprises sous le code de prestation 001.

Il sera uniquement tenu compte des périodes d'incapacité de travail débutant au plus tôt le 1^{er} avril 2010.

Il s'agit des incapacités de travail régies par les codes 50, 60 et 61 de la LPC-DmfA :

- code 50 : maladie (maladie ou accident de droit commun et congé prophylactique) ;
- code 60 : accident de travail ;
- code 61 : maladie professionnelle.

Ces prestations seront réglées sans que l'affilié doive introduire de demande.

4.4 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de perte de revenus pendant les périodes de protection de la maternité, pause d'allaitement, congé de paternité, congé de naissance, congé d'adoption, congé parental d'accueil et congé prophylactique

Pendant la période de protection de la maternité, pause d'allaitement, congé de paternité, congé de naissance, congé d'adoption, congé parental d'accueil et congé prophylactique, qui prend cours au plus tôt le 1^{er} juillet 2020, un montant égal à 3,06 % du salaire journalier moyen, par jour assimilé déclaré à l'ONSS, est versé sur le compte de pension individuel de l'affilié.

Il s'agit des codes LPC-DmfA suivants :

- code 051 (protection de la maternité et pause d'allaitement) ;
- code 052 (congé de paternité ou de naissance, congé d'adoption et congé parental d'accueil) ;
- code 053 (congé prophylactique).

Ces prestations seront réglées sans que l'affilié doive introduire de demande.

4.5 Financement de la constitution de la pension complémentaire en cas de chômage temporaire

Pendant la période de chômage temporaire au sens des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, un montant de 1 € par journée de chômage temporaire est versé sur le compte individuel de pension du participant. Ceci concerne le chômage temporaire tel que couvert par les codes 70, 71 et 72 de la LPC-DmfA.

En raison des mesures exceptionnelles prises dans le cadre de la pandémie de COVID-19, ce montant de 1 € est temporairement relevé à 1,5 € par journée de chômage temporaire coronavirus. Ce montant augmenté est versé pendant la période de chômage allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021 inclus. Ceci concerne le chômage temporaire coronavirus tel que couvert par le code 70 de la LPC-DmfA pour la période de janvier 2020 à mars 2020 et du chômage temporaire coronavirus tel que couvert par le code 77 de la LPC-DmfA du mois d'avril 2020 à décembre 2021.

5 Financement des prestations de solidarité

Les prestations de solidarité sont financées par une cotisation de solidarité qui s'élève au minimum à 4,4 % de l'allocation de pension due en vertu du régime de pension sectoriel de l'organisateur. La cotisation de solidarité est perçue en même temps que l'allocation de pension par l'Office national de sécurité sociale et transmise par l'intermédiaire de l'organisateur à l'organisme de solidarité.

Les règles et les modalités de financement du plan de pension sectoriel sont établies par une convention collective de travail.

Pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2011, il s'agit de la convention collective de travail du 25 février 2010.

Pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 25 octobre 2011 concernant la fixation de la cotisation pour le plan de pension sectoriel.

À partir du 1^{er} avril 2014, il s'agit de la convention collective de travail du 11 décembre 2013 concernant la fixation de la cotisation pour le plan de pension sectoriel.

6 Conséquences du non-paiement des cotisations de solidarité

L'organisme de solidarité informera chaque affilié par courrier envoyé à son adresse personnelle, au plus tard dans les 3 mois suivant la date à laquelle il a eu connaissance d'un retard de paiement.

7 Gestion des prestations de solidarité

L'organisateur s'engage, envers les employeurs et les affiliés, à faire tout ce qui est nécessaire pour la bonne exécution de ce régime de solidarité et le respect la réglementation applicable.

L'organisateur est habilité à fournir à l'organisme de solidarité tous les renseignements et preuves nécessaires à la bonne exécution du présent règlement.

L'affilié ou le bénéficiaire fournira, sur simple demande, toutes les informations et preuves nécessaires pour permettre à l'organisme de solidarité de remplir ses obligations vis-à-vis de l'affilié ou ses ayants droit.

Tant qu'ils ne fournissent pas les informations et preuves nécessaires, l'organisateur et l'organisme de solidarité ne pourront remplir leurs obligations vis-à-vis de l'affilié et des bénéficiaires quant aux avantages décrits dans ce règlement. Le cas échéant, il ne peut être question d'une quelconque forme

d'indemnisation ou d'intérêts de retard pour un éventuel paiement tardif des droits.

S'ils ne fournissent pas ces informations ou preuves, l'organisateur et l'organisme de solidarité seront déchargés de leurs obligations vis-à-vis de l'affilié et du bénéficiaire, en ce qui concerne l'avantage décrit dans le présent règlement.

L'organisme de solidarité couvre l'affilié sur la base des données communiquées par l'organisateur. L'organisme de solidarité tient uniquement compte des dernières données communiquées.

L'organisateur est responsable de l'exactitude des renseignements et des conséquences qui découlent de renseignements imprécis, incomplets, incorrects et tardifs communiqués à l'organisme de solidarité, pour autant que l'employeur a communiqué les renseignements précis, complets, corrects et à temps.

L'organisme de solidarité respectera toutes les obligations imposées par la LPC et toute autre réglementation.

Le fonds de solidarité duquel les prestations de solidarité seront payées constitue une réserve collective qui est gérée sur la base des objectifs et dispositions du présent règlement.

Le fonds de solidarité appartient à la collectivité des affiliés. Si une entreprise ou un travailleur, pour une raison ou l'autre, ne fait plus partie du champ d'application du présent règlement de solidarité, celle-ci ou celui-ci ne peut en aucun cas faire valoir des droits sur les avoirs du fonds de solidarité.

Le fonds de solidarité et les prestations de solidarité seront gérés sur la base des dispositions de la législation qui leur est applicable. À cette fin, l'organisme de solidarité gèrera les comptes du fonds de solidarité de manière distincte des autres activités.

Les recettes des comptes du fonds de solidarité peuvent être constituées par :

- les cotisations de solidarité en vertu du présent règlement de solidarité ;
- les éventuels montants versés par l'organisateur ;
- les revenus financiers des compte(s) du fonds de solidarité.

Les dépenses des comptes du fonds de solidarité peuvent être constituées par :

- le paiement des prestations de solidarité prévues par le présent règlement ;
- le financement des primes d'assurance que l'organisme de solidarité conclurait pour les prestations de solidarité prévues au présent règlement ;
- les coûts de gestion de l'engagement de solidarité.

L'organisme de solidarité établit, à la fin de chaque exercice comptable, un compte de résultat ainsi qu'un bilan avec l'actif et le passif du fonds de solidarité et envoie ces pièces, au plus tard un mois après leur approbation, à la FSMA.

8 Modification

Les prestations de solidarité décrites dans ce règlement peuvent être adaptées à tout moment, en fonction des moyens disponibles, en vue du maintien de l'équilibre financier conformément aux dispositions légales. A cette fin, l'organisateur prendra l'initiative d'adapter le présent règlement.

Une modification du règlement sera actée par une convention collective de travail, comme prévu dans la législation y relative en vigueur.

Une modification de l'engagement de solidarité ne donne pas lieu à des droits acquis.

Un changement d'organisme de solidarité et le transfert y éventuellement lié de réserves sont soumis aux conditions prévues par la LPC.

9 Résiliation

Au cas où le régime de pension sectoriel ^{prenait} prenait fin, les réserves du volet de solidarité ^{seraient} seraient réparties entre les affiliés, au prorata de leurs réserves acquises dans le régime de pension et versées comme prime unique (?) sur le compte de pension individuel, après déduction des provisions pour les prestations de solidarité en cours et des coûts à prévoir pour la résiliation du régime de solidarité.

Au cas où le régime de solidarité ^{ne serait} n'était plus d'application pour un organisateur ou ^{un employeur} une entreprise, celui-ci ou celle-ci ^{pourrait} ne pourrait en aucun cas faire valoir des droits à une partie des avoirs sur les comptes du fonds de solidarité.

La résiliation de l'engagement de solidarité ne donne pas lieu à l'établissement de droits acquis.

10 Information

10.1 Le règlement de solidarité

Le texte du règlement de solidarité sera fourni par l'organisateur aux affiliés à leur simple demande.

10.2 Le rapport de gestion

L'organisme de solidarité établit chaque année un rapport de gestion de l'engagement de solidarité.

Le texte du rapport de gestion sera fourni par l'organisateur aux affiliés à leur simple demande.

11 Protection et traitement de données à caractère personnel

L'organisateur et l'organisme de solidarité accordent une importance particulière à la protection des données à caractère personnel et les traitent conformément à la réglementation en vigueur, notamment le Règlement général sur la protection des données à caractère personnel (RGPD ou GDPR) et les déclarations de vie privée de l'organisateur et de l'organisme de solidarité.

Finalités du traitement

L'organisateur reçoit les données à caractère personnel des affiliés et de leurs ayants droit de l'Association des organismes sectoriels (AOS).

L'organisateur communique les données à caractère personnel à l'organisme de solidarité en vue de la gestion et de l'exécution du règlement de solidarité.

L'organisateur et l'organisme de solidarité traitent les données à caractère personnel des affiliés et de leurs bénéficiaires (« les personnes concernées ») dans le but de l'exécution de ce règlement de solidarité et à l'exclusion de tout but commercial et ce, sur la base d'une obligation légale (LPC).

Dans ce contexte, les deux parties ont le statut de responsable du traitement.

L'organisateur et l'organisme de solidarité peuvent, en tant que responsable du traitement, également traiter les données à caractère personnel pour les finalités suivantes :

- remplir des obligations légales et réglementaires telles que des obligations fiscales, et ce, sur la base d'une disposition légale ;
- la gestion du fichier des personnes pour le paiement des prestations de solidarité ;
- la rédaction de statistiques, la détection et la prévention d'abus et de fraude, la composition de preuves, la sécurisation de biens, de personnes, de réseaux informatiques, et de systèmes informatiques du responsable du traitement, l'optimisation de processus et ce, sur la base d'un intérêt légitime du responsable du traitement ;
- le conseil, sur la base de l'intérêt légitime du responsable du traitement, sauf si la personne concernée s'y oppose.

Pour réaliser ces finalités, le responsable du traitement peut également recevoir des données à caractère personnel de la personne concernée ou de tiers. Le cas échéant, ces finalités de traitement peuvent être basées sur le consentement de la personne concernée.

Catégories de données à caractère personnel traitées et de destinataires potentiels

Les catégories suivantes de données à caractère personnel peuvent être traitées : des données d'identification et de contact, des données financières, des caractéristiques personnelles, l'emploi, la composition de la famille, des données judiciaires.

Ces données peuvent être communiquées à un sous-traitant du responsable du traitement, à un expert, un avocat, un conseiller technique, un assureur.

Elles peuvent également être communiquées à quelque personne ou instance que ce soit, dans le cadre d'une obligation légale ou une décision administrative ou judiciaire ou s'il existe un intérêt légitime.

Droits des personnes concernées

Les affiliés et leurs bénéficiaires peuvent adresser une demande datée et signée, à un responsable du traitement, pour exercer leur droit à l'accès, à la correction, à l'annulation, à la limitation et au transfert des données à caractère personnel. Une telle demande doit être adressée au DPO, Porta Secura, joignable via e-mail sur l'adresse suivante : michael.boeynaems@portasecura.com.

Davantage d'information en matière de protection et de traitement des données à caractère personnel est disponible dans la déclaration de vie privée/la politique de vie privée des responsables de traitement, disponible sur leur site web.

12 Litiges et droit applicable

Le droit belge est applicable au présent règlement de solidarité. Les litiges éventuels entre les parties y relatifs sont soumis à la compétence des tribunaux belges.
